



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

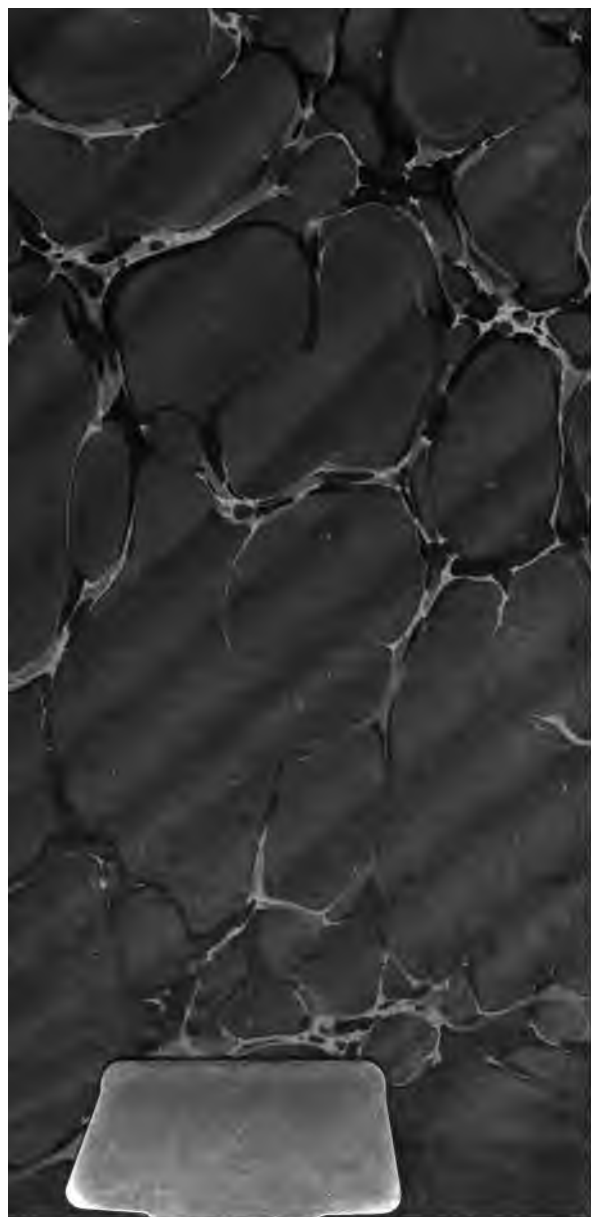
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>







6/-

664

LE PEUPLE

INSTRUIT ;

O U

Les Alliances dans lesquelles les Ministres de la Grande-Bretagne ont engagé la Nation , & l'emploi qu'ils ont fait de ses Escadres & de ses Armées , depuis le commencement des troubles sur l'Ohio , jusqu'à la perte de Minorque , considérés dans une Quatrième Lettre au Peuple d'Angleterre.

OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLAIS.

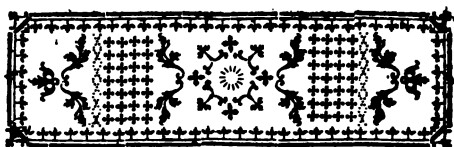
Jocer-ne tecum per litteras ? Civem me herculè non puto esse , qui temporibus his ridere possit , ita sunt omnia debilitata , jam propè & extincta. Cic.



M. DCC. LVI.

226. k. 193.





LETTRE

DU TRADUCTEUR

A M. * * *

*J*AI cru , Monsieur , ne pouvoir me dispenser de rendre publique la Traduction de l'Ouvrage que j'ai déjà eu l'honneur de vous annoncer sous le titre de Quatrième Lettre au Peuple d'Angleterre. C'est assurément un grand motif de satisfaction que de défendre une bonne cause , & il semble qu'il n'y a point

ij. L E T T R E

de plaisir égal à celui de la défense avec succès ; cependant il nous est encore possible de donner de l'étendue à notre contentement par la contemplation des fautes de nos Ennemis : & bien loin de devenir par-là indignes de notre prospérité , je crois qu'il n'est rien qui contribue davantage à soutenir notre émulation , & qui puisse mieux assurer nos progrès pour l'avenir. Les Ministres du Roi d'Angleterre sont représentés dans cette Quatrième Lettre au Peuple , non seulement comme les Auteurs de la Guerre présente , mais aussi comme la cause de tous les malheurs qu'elle a attirés sur la Nation. On y prou-

DU TRADUCTEUR. ii j

ve que la mauvaise issue de toutes leurs entreprises est un effet de leur ignorance , de leur foiblesse , & du désordre où une ambition démesurée jette leurs esprits. C'est enfin un examen très-sévère de leur conduite , tant à l'égard des Alliances dans lesquelles ils ont engagé la Grande - Bretagne , qu'à l'égard de l'emploi qu'ils ont fait de ses Escadres & de ses Armées , depuis le commencement des troubles sur l'Ohio , jusqu'à la prise de Minorque par les François ; le tout annoncé en Anglois dans les termes suivans , A fourth Letter to the People of England on the conduct of the Ministers in Al-

liances , fleets and armies , since the first differences on the Ohio to the taking of Minorca by the French. *Il m'a donc paru qu'un Ouvrage de cette nature ne pourroit manquer d'être bien reçu en France , & que chacun y seroit bien aise d'apprendre des Anglois mêmes quels moyens la Providence employe pour leur ouvrir les yeux sur leur malheureuse situation , & de savoir à combien de différens titres leur peut convenir l'application de ce grand principe , sine ratione Consilium bonum stare non potest. Vous me demanderez , Monsieur , pourquoi dans ma Traduction cet Ouvrage s'appel-*

DU TRADUCTEUR. V

le le Peuple instruit , puisque dans l'original c'est La Quatrième Lettre au Peuple. J'ai été engagé par trois considérations différentes à faire ce changement ; la première , c'est qu'il paroît actuellement deux Ecrits en Angleterre qui portent chacun le nom de Quatrième Lettre au Peuple , & comme la Lettre qu'on peut appeller apocryphe a paru quelque tems avant la bonne , c'est-à-dire , avant la nôtre , j'aurois appréhendé que ce titre n'eût induit beaucoup de gens en erreur , & je ne doute pas que vous ne trouviez ma crainte très-bien fondée , lorsque vous sçaurez qu'elles traitent l'une & l'autre la même question. Il est

vrai qu'il y a entre elles une très-grande différence , puisque la première est l'Ouvrage des Ministres , & qu'il s'en faut bien que celle-ci puisse être soupçonnée de venir de la même source. Mais la connoissance que bien des personnes auroient pu avoir de l'ancienne , en même tems qu'elles auroient ignoré la nouvelle , les eût toujours empêché de jeter les yeux sur la Traduction de celle-ci , parce qu'elles auroient cru n'y trouver qu'un éloge outré des Ministres Anglois , pièces méprisées en Angleterre dans les tems même où le Ministère est le plus florissant. J'ai donc mieux aimé désigner celui de ces deux

DU TRADUCTEUR. vij

Ouvrages que j'ai traduit , & qui est le seul en vogue parmi les Anglois , par l'indication de son véritable objet qui est d'instruire le Peuple , & je laisse à l'Auteur de l'autre le titre de Quatrième Lettre qu'il a usurpé , c'est-à-dire , la peau inutile du Lion , sous laquelle il gardera toujours sa voix & ses oreilles. Vous venez de voir , Monsieur , la première raison pour laquelle j'ai appelé ma Traduction le Peuple instruit. Trouvez bon que j'ajoute que s'il se trouve un Traducteur pour la fausse quatrième Lettre , je crois qu'il ne fera pas mal d'imiter d'une autre façon la liberté que j'ai prise , & de nommer

sa Traduction le Peuple trompé. Je vous dirai pour deuxième raison , Monsieur , que les trois premières Lettres n'ayant point paru en France , (car vous ne regarderez point comme des Traductions complètes les extraits que le Journal Etranger a donnés des deux premières , & il n'y a pas même eu un extrait de la troisième) il m'a semblé que la plupart des Lecteurs seroient choqués de voir un Ouvrage s'annoncer par sa quatrième & peut-être sa dernière partie. Vous m'objecterez qu'il falloit à l'occasion de la quatrième traduire entier les trois premières , & faire du tout un corps d'ouvrage ; mais permettez-moi

DU TRADUCTEUR. ix

de vous représenter , que ç'eût été multiplier les êtres mal-à-propos , car il est constant que celle-ci (& son titre le prouve assez) est une récapitulation de ce qui se trouve dans les trois qui l'ont précédée. Enfin , les objets y sont plus rapprochés les uns des autres , on en apperçoit mieux l'enchaînement & la suite , & si elle étoit réunie aux trois premières , combien de Lecteurs ne fatigueroient pas inutilement leur attention avant que de la fixer sur les endroits les plus propres à la satisfaire ! Puisqu'il est donc vrai que dans cette seule partie tout porte également & que l'on y trouve tout , approuvez - moi , Monsieur , par rapport à vous même tout au

X L E T T R E

moins , d'avoir laissé de la place dans votre cabinet pour trois volumes qui y feront d'un service plus réel. Ma troisième & dernière raison dépend des deux autres. Elle servira à vous faire voir, qu'étant dans l'obligation de donner un titre à un Ouvrage , où l'Auteur entretient le Peuple sur ses véritables intérêts , & que voyant par conséquent mon choix borné entre les idées de Remontrances & d'Instructions, j'ai dû donner à cette dernière la préférence comme étant en tous points la plus propre au sujet. Pour que des représentations & des remontrances produisent quelque effet , il est sensible qu'on ne doit les adresser qu'aux personnes qu'el-

DU TRADUCTEUR. xj

les regardent , & qui ont la faculté de les mettre à profit. Le Roi de la Grande-Bretagne n'a en partage que la seule puissance exécutrice ; ses Ministres n'en ont par conséquent point d'autre à exercer ; ainsi ce seroit en vain , par exemple , qu'un homme entendu dans les affaires publiques & zélé patriote , essayeroit par les argumens les plus solides & les plus pressans de leur prouver que la Nation Angloise ne peut manquer de succomber dans la guerre présente , ou que les troupes de Hanovre sont plutôt un fléau qu'un soutien pour la Grande-Bretagne. C'est le Peuple , lui diroit-on , qui nous a forcé la main

pour avoir la guerre, & jamais on n'auroit vû d'Hanovriens dans le Royaume, si le Peuple ne les eût demandés lui-même par la voix du Parlement. C'est donc à ce Peuple en qui réside la puissance législative, que doivent s'adresser ceux qui s'apperçoivent qu'il abuse à son préjudice de sa grande autorité, & qui lui sont assez attachés pour ne pas souffrir qu'il opère lui-même sa ruine ; on laissera donc le Roi & les Ministres qui ne font qu'obéir, pour se tourner du côté du Peuple qui a seul le droit d'ordonner ; & comme les Anglois charitables parlent quelquefois en termes fort durs, il faut s'atten-

DU TRADUCTEUR. xiiij

*dre , si le Peuple a fait la sottise
de demander la guerre & les Ha-
novriens , à le voir tencer de la
bonne sorte par ses fidèles , mais
sévéres amis. Cependant si vous
ouvrez une de ces Brochures , où
l'Auteur s'adresse directement à
la Nation Angloise , telles que
les Lettres au Peuple , l'Appel au
Peuple , la Vérité révélée , & tant
d'autres , loin d'y trouver des
vérités dures & des menaces ,
vous n'y voyez que des condo-
léances. » Pauvre Peuple , lui
» dit-on , pauvres Anglois , vous
» êtes trahis : on abuse de votre
» confiance : vous n'avez qu'une
» autorité précaire : vos Minis-
» tres publient que c'est vous qui*

xiv L E T T R E

» voulez la guerre , quoique sur
» ce point comme sur beaucoup
» d'autres , vous prouviez assez
» par vos murmures & par vos
» gémissemens , qu'on vous fait
» parler & agir aussi bien contre
» vos intentions que contre vos
» intérêts. On vous désarme pour
» confier à des Mercenaires la
» protection de votre Pays & de
» vos libertés : il s'est formé par-
» mi vous d'indignes cabales ,
» par lesquelles vos Ministres se
» font demander ce qu'ils veulent
» paroître n'accorder qu'à vos
» vœux & à vos cris. Résistez ,
» faites-vous craindre , usez de
» vos droits & de vos privilèges ,
» élevez-vous contre vos oppres-

DU TRADUCTEUR. XV

» seurs , poussez dans le précipi-
» ce ceux qui veulent vous y faire
» tomber ». Tel est , Monsieur ,
le langage que tiennent au Peu-
ple d'Angleterre , tous ceux en
général qui l'entretiennent de ses
affaires dans leurs écrits. Vous
conviendrez avec moi , que ce n'est
pas là le ton des remontrances ,
mais bien plutôt celui des avis &
des instructions , & le plus conve-
nable en même tems vis-à-vis
d'un Peuple à qui on dérobe son
autorité , pour en faire un usage
qui lui est si pernicieux. Le Peuple
instruit est donc le seul titre que
j'aye pu choisir , pour substituer à
celui de Quatrième Lettre au
Peuple ; & il vous semblera peut-

xvj L E T T R E

être , comme à moi , qu'il iroit également bien à tous les Ouvrages que les Anglois écrivent dans ce genre. Je veux avant que de finir , vous dire un mot sur les différentes réponses qui ont été faites par les ordres du Ministère , à l'Auteur des Lettres au Peuple. J'en connois cinq : le Journal Étranger du mois d'Avril 1756 en rapporte deux par extrait , dont la première est intitulée : La nature & l'usage des forces auxiliaires amplement examinés, en réponse à une Brochure intitulée , Seconde Lettre au Peuple d'Angleterre. L'autre porte un titre à peu près semblable : Réponse à une Brochure intitulée ,

• DU TRADUCTEUR. xvij
intitulée, Seconde Lettre au Peuple d'Angleterre, dans laquelle le systême des subsides est clairement exposé & amplement examiné. *Toutes les personnes de ma connoissance qui ont lû ces deux réponses, ont jugé que la première étoit beaucoup plus sage que la seconde, où en effet on ne trouve que les injures les plus atroces ; mais les mercenaires Ecrivains du Ministère Britannique ont mieux aimé suivre dans les nouvelles critiques qu'ils ont faites de cet Ouvrage, l'insolence & la rusticité de l'une, que la sagesse & la modération de l'autre. Ils auront cru sans doute que leurs froids & mau-*

xviii L E T T R E

vais argumens ne se feroient pas assez bien sentir à la Canaille sous un style honnête & raisonnable. En effet, ils ont enchéri sur cette dernière dans trois autres réponses qu'ils ont lâchées consécutivement à l'occasion de la troisième Lettre au Peuple, & c'est dans l'une de ces trois réponses subséquentes, qu'ils ont enlevé à mon Auteur le titre de Quatrième Lettre. Voici l'Epigraphe qu'ils ont choisie & par laquelle on voit que leur intention est de rendre leur supercherie excusable;

*Mutemus clypeos, Danaümque insignia
nobis*

Aptemus. Virg.

DU TRADUCTEUR. XIX

L'unique objet de cet Ouvrage est de prouver, que les nombreux subsides que la Nation répand dans les Pays Etrangers, sont non seulement très-utiles à la Grande-Bretagne, mais même lui font beaucoup d'honneur, & relèvent infiniment sa gloire. Il félicite surtout la Nation de ce qu'elle compte le Roi de Prusse parmi ses Pensionnaires : vous verrez notre Auteur parler un autre langage, il la plaindra beaucoup de compter ce Prince dans le nombre de ses Mercenaires. Dans un autre endroit ; l'Auteur de la Réponse tire un argument victorieux contre la France, de ce qu'elle a souffert

XX L E T T R E

pendant plusieurs mois l'insulte faite à son Pavillon , & la prise de ses Vaisseaux ; il ne fait point difficulté d'assurer , que le tems qu'ont duré les hostilités exercées contre la France en pleine paix , est le plus bel endroit de la vie des Ministres Britanniques , & que l'Histoire d'Angleterre ne fait mention d'aucun tems où les armes de la Nation ayent eu de plus glorieux succès. Enfin , il ne se contente pas d'accabler d'injures l'Auteur des Lettres au Peuple , & de prononcer qu'il faut l'envoyer au Carcan ; il veut encore que l'on y mette tous ceux qui auront lû ses Lettres , ou qui les auront enten-

DU TRADUCTEUR. xxj

du lire. Avant que de vous rendre compte , Monsieur , des deux dernières réponses , permettez-moi de me soulager d'un scrupule qui me tourmente à leur occasion. Je vous ai annoncé qu'elles venoient comme les autres du Ministère Britannique ; vous l'aurez pensé de même , Monsieur , à en juger par le style , puisque c'est par tout mêmes déclamations , mêmes injures , mêmes menaces ; mais je suis arrêté tout court par l'inspection du titre de ces deux pièces ; il ne permet point de conjectures : l'Auteur s'y nomme : c'est Madame Suffan Kiff-my-breech. Or je vous demande s'il est raisonnable de

supposer que les Ministres de la Nation Britannique auroient souffert qu'on habillât leurs idées & leurs moyens d'un titre aussi ridicule & aussi indécent, eux qui ont dit ailleurs avec une si noble simplicité, Mutemur clypeos, Danaûmque insignia nobis aptemus. Mais vous vous embarrassez peu sans doute que ce soient des Ministres ou d'autres gens qui parlent par la bouche de Madame Kiss-my-breech, s'ils n'ont rien de satisfaisant à vous dire ; je finirai donc par le seul exposé du titre de ces deux pièces : ce sont deux Lettres de Madame Susanne Kiss-my-breech, au Docteur Grub, Chevalier du très-

DU TRADUCTEUR. xxiiij
ancien Ordre du Pilon , Au-
teur des Lettres au Peuple
d'Angleterre. *Il n'y a en gé-
néral point de sottises que Madame
Kiss-my-breech ne trouve sujet de
dire à l'Auteur des Lettres , sur
une prétendue qualité d'Apoti-
caire qu'elle juge à propos de lui
donner : à la vérité , M. Shab-
bear , c'est le nom de l'Auteur
des Lettres , qui n'est ici appelé *
Grub que par dérision , a exercé
quelque tems la profession de Mé-
decin , & c'est ce qui peut avoir
donné fondement aux mauvaises
plaisanteries de cette spirituelle
Dame. Je ne dois cependant pas*

* Grub street Writer , signifie en Anglois ,
Ecrivain pour la Beurière.

XXIV LETTRE, &c.

vous laisser ignorer qu'elle donne à entendre que le pauvre Shabbear a été mis en prison, à l'occasion de sa troisième Lettre : mais il faut qu'il en soit sorti, puisqu'il a donné la quatrième. Si la vindication y a eu quelque part, nous devons être obligés à ceux qui y ont donné lieu, de la connoissance que nous en tirons du délabrement des affaires de l'Angleterre.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, &c.





LE PEUPLE

INSTRUIT.

Ouvrage traduit de l'Anglois.



Nous éprouvons donc
enfin ces revers qui
nous étoient prédits
depuis si longtems ; les funestes
effets de la mauvaise conduite du
Ministère paroissent dans le plus
grand jour : nos justes allarmes ,
sujet fécond de railleries pour

A

2 LE PEUPLE

ceux qui ont donné ou qui ont reçu le salaire de l'iniquité , se réalisent d'une manière trop sensible , pour que les gens les plus consommés dans la pernicieuse pratique de nier tous les événemens sinistres , réussissent aujourd'hui à nous dérober la fatale évidence de nos malheurs.

Ceux mêmes qui font entrer nos désastres dans leur trafic & qui négocient notre perte , ne révoquent point en doute cette effrayante vérité ; ils vous disent à présent pour se justifier , que vous étiez déjà perdus sans ressource lorsqu'ils ont pris le timon des affaires , & qu'ils ne connoissent point de remède assez

efficace pour appliquer au mal qui vous dévore, & qui doit causer votre entier anéantissement.

La cruelle alternative où nous sommes réduits entre une guerre malheureuse & une infâme paix; le poids énorme des impôts dont on ne cesse de nous accabler; la chute presque totale de notre commerce; l'abandon où on laisse les intérêts de la Grande-Bretagne; la préférence qu'on donne à ceux des Etats Allemands; la confiance qu'on met dans les mercenaires étrangers, & le mépris qu'on marque aux Anglois en les jugeant indignes de défen-

4 LE PEUPLE

dre leur Isle ; toute la conduite en général de nos affaires au dedans & au dehors , en Europe & en Amérique ; sans oublier la contenance ridicule que nous sommes obligés de faire devant toutes les Nations du Monde ; ce sont là les signes trop certains de la ruine affreuse dont nous sommes menacés ; signes qui se font remarquer par les gens même de la pénétration la plus bornée , & qui portent la désolation dans tous les cœurs qui ne sont point endurcis par une longue habitude de mettre leur Patrie au pillage.

Afin d'éviter jusqu'aux apparences qui donneroient à mes

discours un air de déclamation ,
& sur lesquelles on pourroit m'accu-
ser de ne chercher qu'à met-
tre le feu partout ; afin d'impo-
ser silence à la calomnie , &
de contenir les langues perfid-
es de tous ceux qui partagent
les dépouilles de leur Nation ,
& qui ont par conséquent inté-
rêt de faire regarder comme au-
tant de desseins méchamment
formés contre le Ministère, tous
les efforts qu'ils apprennent
qu'on fait pour détourner nos
malheurs , je me borne à rap-
peller simplement , & sans au-
cune partialité , à la mémoire
de ceux qui liront cet écrit , les
traits principaux par lesquels

6 LE PEUPLE

nos Ministres se sont distingués depuis le commencement des troubles entre les Sujets respectifs de la Grande-Bretagne & de la France sur les bords de l'Ohio.

Pour développer à mes Lecteurs les véritables causes de cette guerre, je ne peux me dispenser de leur parler ici d'un événement antérieur à cette première époque ; événement qui se passa entre les Ministres de France & ceux d'Angleterre, & sur les particularités duquel plusieurs d'entre nous pourroient n'être pas suffisamment instruits.

.. Dans l'année 1749. ou dans

La suivante, quelques Traiteurs Américains sujets du Roi de la Grande-Bretagne, se rendirent sur l'Ohio pour y trafiquer avec les Naturels du País : les Canadiens François en ayant été informés, les envoyèrent avertir que s'ils ne sortoient de dessus le territoire de leur Maître, leurs effets seroient confisqués, & qu'on se feroit d'eux pour les conduire à Quebec où ils seroient mis en prison. Ces Commerçans crurent ne pouvoir se dispenser d'obéir à cette sommation, & se retirèrent.

La saison propre à aller en traite étant revenue, quelques autres Sujets de la Grande-Bre-

8 LE PEUPLE

tagne se rendirent dans le même dessein sur les bords de l'Ohio, & ceux-ci n'ayant pas voulu obéir à la sommation qui leur fut pareillement faite, tous leurs effets furent confisqués, & ils furent amenés dans les prisons de Quebec, d'où on les transféra ensuite dans celles de Bordeaux*. Comme ils ne se reprochoient aucune espèce de violation du Droit des Gens, & qu'ils étoient bien sûrs de n'avoir trafiqué dans aucun territoire sur lequel le Roi de la Grande-Bretagne n'eût un droit incontestable, ils insistèrent

* L'Auteur se trompe, ils furent conduits à la Rochelle.

dans les remontrances qu'ils firent au Ministère Britannique, sur la justice qu'on leur devoit de les réclamer comme des sujets de Sa Majesté , & de les faire élargir avec réparation, attendu qu'ils n'étoient point infracteurs du Droit des Gens ; & comme en même tems ils connoissoient très - bien tous les privilèges attachés à l'honneur qu'ils avoient d'être Anglois, ils s'entretenoient dans la douce espérance que le Ministère d'Angleterre ne cesseroit point ses représentations à la Cour de France , qu'ils n'eussent été indemnisés de la perte de toutes les marchandises qui leur avoient

été injustement enlevées, & qu'ils n'eussent obtenu une réparation convenable pour l'insulte faite à leur personne dans le long emprisonnement qu'on leur avoit fait souffrir. Qu'y a-t-il de plus naturel & de plus louable qu'une attente pareille dans des gens qui connoissent toute l'étendue des libertés, des prérogatives & de l'honneur de leur Nation, & qui savent combien tous ces avantages deviennent efficaces entre les mains d'un Ministère Britannique ? Mais ils se trompoient : l'esprit d'un vrai Ministère Britannique s'étoit retiré du milieu de nous. Notre Ambassadeur à Paris, au lieu de de-

mander ces Sujets de son Maître comme ayant été arrêtés & emprisonnés injustement, & d'insister sur la réparation des injures qu'ils avoient reçues, eut ordre de nos Ministres de ne solliciter leur élargissement à la Cour de France qu'à titre de grace, & de ne point entreprendre de les justifier sur l'offense qui leur étoit imputée. Qui peut nier que les droits de notre Souverain, & nos privilèges n'aient été alors honteusement trahis ? Cette conduite ne fut-elle pas un aveu formel que tout le territoire de l'Ohio appartenait au Roi de France ? Et les rigueurs exercées par les

François sur nos Compatriotes , tant dans leur emprisonnement que dans la confiscation de leurs effets , ne furent-elles pas amplement justifiées par la foiblesse du Ministère Anglois dans cette occasion ?

Nos Priviléges ayant été si lâchement abandonnés par ceux dont le principal devoir étoit de les défendre , comment peut-on s'étonner que les François aient réclamé le Païs dont il s'agit , comme leur appartenant en propre , ou qu'ils aient commencé à y construire des forts & à s'y rendre maîtres des défilés pour s'assurer tout le Commerce qui s'y fait , & pour constater le droit

de propriété exclusive qu'ils prétendent sur ce Commerce ?

Comme il n'y avoit que très-peu de gens en Angleterre à la connoissance desquels cet événement fût parvenu , ou qu'il n'avoit guères attiré notre attention , rien n'empêcha les François de se mettre en possession , comme on vient de le rapporter , des frontières de la Virginie * ; & toute cette Province en ayant pris l'allarme , M. Washington se mit en devoir de les repousser : mais il essuya une défaite , & fut obligé d'abandonner son entreprise,

* Les Frontières de la Virginie , de l'aveu même de plusieurs Ministres Anglois , sont les Montagnes dites Apalaches.

14 LE PEUPLE

Il y a des gens qui prétendent que très-peu de tems avant que le Ministère Britannique eût reconnu par une si lâche & si honteuse condescendance , que cette partie de l'Amérique appartenoit aux François , il avoit concédé ce même territoire de l'Ohio à une compagnie d'Associés de la Ville de Londres qui avoient un Quaker * à leur tête.

Voilà donc nos Ministres de la Grande - Bretagne pris comme sans ressource entre le Roi de France & un Quaker ; & semblables à ces Pilotes qui perdoient tout espoir entre Charybde & Sylla , ils se voient sur-

* C'est le Négociant Hambury Williams.

montés par les dangers & par les difficultés de la navigation : leur embarras devient extrême.

Ils ne se dissimulèrent point que la France , quoiqu'elle n'eût sur cette partie des possessions de la Grande-Bretagne, & de nos Priviléges, que les droits qu'elle tenoit de leur foiblesse & de leur timidité , seroit jalouse de conserver ce qu'elle avoit obtenu , & se feroit un point d'honneur de ne se laisser persuader par aucune négociation de s'en détacher. Ils étoient en même tems bien assurés que le Quaker seroit trop obstiné sur l'article de ses intérêts pour qu'il fût possible par aucunes

16 LE PEUPLE

careffes de le déterminer à rendre la concession qui lui avoit été faite. Si d'un côté ils redoutoient le bras du Monarque François, & les deux cent mille hommes que ce Prince peut employer à soutenir ses prétentions; de l'autre ils voyoient avec effroi le Quaker affermi de plus en plus dans ses sentimens intéressés, par l'obstination naturelle à tous ceux de sa Secte, & par une foule d'Associés avides. Enfin pendant que de vives appréhensions d'une guerre avec la France & d'une invasion en Angleterre jettoient le trouble dans l'ame des Ministres, leur tranquillité n'étoit pas moins ébranlée

lée par la crainte qu'ils avoient de révolter contre eux , s'ils abandonnoient le Quaker , tous les Partisans & tous les Publicains de la Ville de Londres , & de se voir par là hors d'état de lever aucun subside à l'avenir.

Pour que l'embarras du Ministère fût aussi grand qu'il pouvoit l'être , il fallut encore qu'outré l'éloignement naturel à tous les Quakers de renoncer au moindre profit & aux moindres avantages , celui duquel il est ici question , eût de plus pour résister à toutes les insinuations contraires à son intérêt , un motif caché , qui probablement échappa à la vûe perçante

de notre Linx Ministériel : la concession de l'Ohio, quoiqu'elle semblât donner les plus grandes espérances, ne paroissoit que dans l'éloignement, & n'étoit qu'un avantage purement problématique : une guerre sur le continent de l'Amérique en présentoit un plus prochain & d'une espèce plus positive ; cet avantage se trouvoit dans les remises à faire aux armées dans cette partie du Monde : il y avoit pour le Quaker un gain considérable à retirer de cet objet, qui devant passer par ses mains, lui procuroit la facilité de mettre ses débiteurs dans ce Pais-là, en état d'acquitter des

dettes dont sans cela il ne pouvoit espérer de faire le recouvrement.

Engagé par d'aussi puissans motifs, cet homme qui ne se regle cependant que sur des principes de modération & de renoncement à soi-même, pressa le Ministre d'envoyer en Amérique tous ces zélés Sujets dont la fidélité à leur Roi & l'attachement aux intérêts de leur Nation ne peuvent être altérés par la crainte d'aucun danger, & leur fit ordonner d'aller sacrifier leur vie pour rétablir des gens à qui leur religion défend de soutenir la cause commune, & de combattre pour leur Prince

ou pour leur Patrie.

Ainsi ce fut d'un côté la criminelle foiblesse avec laquelle le Ministère abandonna les droits du Souverain & les Privilèges du Peuple, en demandant humblement aux François comme une grace ce qu'il avoit droit d'exiger d'eux comme une justice, qui donna à la Nation Françoisse des droits plus réels qu'elle n'en avoit encore eû sur le territoire de l'Ohio.

Et d'un autre côté la crainte d'être abandonnés par une compagnie de Publicains l'a emporté dans l'esprit des Ministres sur la terreur des armes Françoises, & les a déterminés

à entreprendre de recouvrer, la force en main, des possessions auxquelles ils avoient formellement renoncé auparavant. Qui peut refuser de l'admiration au bonheur singulier d'un Etat, auquel la Providence a donné des Ministres qui s'accordent si bien avec eux-mêmes ?

On demandera peut-être comment il se fait que dans les Mémoires donnés par la France sur les différends qui se sont élevés en Amérique, cette nation n'ait pas encore relevé sur ce point l'erreur du Ministère Anglois ; & c'est à quoi on peut répondre sans s'écarter de la vérité, que les François n'ignoroient pas

que cette cession des Païs appartenans à l'Angleterre , & dont ils étoient redevables à la foiblesse & à la timidité de nos Ministres , n'étoit pas un véritable & légitime abandon du droit de la Couronne de la Grande-Bretagne sur ces Païs , & que le Roi & le Peuple n'acquiesceroient jamais à une concession pareille.

Ils aimèrent donc mieux mettre de côté cet argument qui leur étoit cependant si favorable , & n'en faire aucun usage dans leurs écrits publics , mais le réserver à une discussion particulière entre un certain Ministre Britannique & eux , de peur que cette affaire venant à être généralement

connue , ne fût passer en d'autres mains l'administration de la Grande - Bretagne , & que le Monarque François ne perdît à ce changement , des Alliés d'une plus grande importance pour les succès que les plus puissans Potentats de l'Europe , puisqu'il n'est point de ressources d'une plus grande étendue pour les besoins d'un ennemi , que le défaut de courage & de capacité dans ceux contre qui il doit songer à se défendre.

Les François avoient fait l'épreuve pendant toute une guerre , & une longue expérience les avoit instruits pendant la paix , des minces qualités de l'esprit de

cet homme , aussi bien que de son inconséquence sur tous les points , de sa timidité naturelle , & de son incapacité absolue. Redevables de tous les avantages qu'ils avoient remportés pendant la guerre dernière , à ses heureuses dispositions pour le Gouvernement d'un Etat , c'étoit sur le même fondement qu'ils appuyoient l'espoir de leurs succès futurs , & qu'en conséquence ils avoient cru ne devoir point hésiter à faire des entreprises sur nous pendant la paix. Ouvrir les yeux du Public sur l'absurdité de sa conduite , & sur son excessive timidité , c'eût été travailler efficacement à sa chute ,
événement

événement qui n'avoit rien que de sinistre pour les intérêts de la France. Mais les François se persuadèrent peut-être trop aisément que comme il n'y avoit point d'exemple qu'aucune nation eût jamais produit de suite deux Ministres aussi incapables que lui de gouverner, ils ne pouvoient sans témérité s'assurer que cela dût arriver dans la Grande-Bretagne. Ils prirent donc le parti du silence sur sa conduite relativement à l'Ohio; & l'objet sur lequel il leur sembla le plus sage de faire tourner toute l'attention du Public, fut leur querelle avec nous par rapport à la Nouvelle Ecosse. C'est celle-là.

qu'ils ont pris le parti de défendre par les armes, quand nous eumes combattu & détruit tous les moyens qu'ils produisoient pour la soutenir.

Après une très gracieuse harangue émanée du Trône, à l'ouverture de la session le Mardi vingt-cinq Mars 1755, tems auquel tout étoit tranquille & où on sembloit jouir de la paix la plus profonde, il se fit un changement soudain sur la scène : on ne s'entretint plus que de préparatifs pour la guerre, & les deux Chambres reçurent de la part de Sa Majesté un Message qui portoit, que la situation où se trouvoient les affaires, exi-

geoit que ses forces de terre & de mer fussent augmentées pour soutenir ses justes droits en Amérique, & pour repousser toutes les entreprises qui pourroient être faites contre les Royaumes, & qu'elle ne doutoit point que son fidèle Parlement ne la mît en état de faire toutes les augmentations que les événemens rendroient indispensables.

Les deux Chambres répondirent à ce Message par des Adresses dont Sa Majesté dut être très satisfaite. Elles manifestotent tout leur zèle & toute leur affection pour sa personne Royale ; pour sa Famille & pour son Gouvernement ; sans qu'on eût né-

gligé d'y renfermer les plus positives assurances qu'on seroit toujours prêt à donner à Sa Majesté les secours nécessaires pour repousser toutes les entreprises par lesquelles ses ennemis cherchoient à la troubler dans la possession de ses Royaumes , ou voudroient essayer de les lui enlever.

Faisons à présent l'examen des mesures prises par le Ministère pour défendre toutes les parties des Etats de Sa Majesté , & pour exécuter le plan d'hostilités dont on étoit convenu. On venoit d'envoyer M. Braddock dans la Virginie avec des troupes Angloises. Personne

n'ignore ni les mauvaises combinaisons du projet de cette campagne , ni les défauts de conduite qui en rendirent l'exécution inutile , ni les désastres dont elle fut suivie.

Après la défaite & la mort de cet Officier , on s'aperçut d'une autre bévûe du Ministère qui n'étoit pas moins grossière que celle qu'il avoit commise en le choisissant pour Général : on eût dit que dans le nombre des Officiers qui avoient passé avec lui en Amérique , il n'y en avoit pas un seul qui méritât un commandement de cette importance.

Les Ministres qui avoient for-

mé le plan de cette campagne ,
avoient cru sans doute que
M. Braddock étoit tout à la
fois invincible & immortel ; ou
bien ils lui auroient donné un se-
cond capable , à son défaut , de
conduire une Armée , pour em-
pêcher que tous les succès que
l'on se promettoit de son coura-
ge, de sa prudence & de ses talens
militaires, ne disparussent avec
sa santé , s'il venoit à être atta-
qué de quelque maladie ; ou que
la perte d'un Général qui ne leur
sembloit pouvoir être vaincu
que par la mort , ne donnât tout
l'avantage aux Armées François-
ses. L'événement ayant donc
fait voir , malgré l'opinion con-

raire de nos Ministres, que M. Braddock n'étoit ni invincible ni immortel , les troupes Angloises restèrent sans chef ; parce que , dans le nombre de leurs Officiers , il ne s'en trouva aucun à qui dût passer le commandement.

Pour moi je ne sache rien qui prouve mieux ou la prévention qui rendoit aux yeux des Ministres M. Braddock supérieur à tous les événemens , & même à la mort , ou la prétendue insuffisance de tous les Officiers qui l'avoient accompagné en Amérique , que le choix qui fut fait de M. Shirley pour remplacer ce Général. M. Shir-

32 LE PEUPLE

ley destiné dès sa jeunesse à la Magistrature , en avoit soutenu le poids jusqu'à un âge assez avancé : différens changemens dans sa fortune l'avoient conduit au Gouvernement d'une Province de la Nouvelle Angleterre. Il n'avoit jamais vû ni siège ni bataille ; & ses talens dont il avoit toujours fait la plus heureuse application à l'étude des Loix & aux autres parties nécessaires à un Gouverneur , ne pouvoient promettre que des dispositions très médiocres pour la conduite d'une Armée; quand sa lenteur naturelle , ses incertitudes & son goût sédentaire ne l'en auroient pas rendu totale-

ment incapable. Ce fut à lui cependant que le Ministère Anglois donna par préférence le commandement des Armées du Roi en Amérique , avec les mêmes appointemens & la même paye que le feu Duc de Marlborough.

Qui pourroit manquer d'observer ici qu'il n'étoit pas possible de faire , parmi tous les Gouverneurs de l'Amérique, un choix qui fût tout à la fois plus désavantageux pour nous , & plus favorable aux intérêts de notre Ennemi ? Il faut que la politique de nos Ministres ait une pente bien naturelle vers les écarts !

Le caractère de chacun des

autres Gouverneurs de l'Amérique étant entièrement ignorés des François , ils auroient naturellement supposé dans celui d'entre eux qui auroit été nommé Général (M. Shirley excepté) tous les talens & toutes les qualités nécessaires pour le commandement d'une Armée ; & la confiance avec laquelle ils se répondoient de leurs succès , en eût souffert quelque altération : mais M. Shirley étoit aussi connu à Paris où il avoit résidé longtems en qualité de Commissaire pour régler les limites de la Nouvelle Ecosse , qu'il l'étoit à Londres ; le Ministère François étoit parfai-

tement instruit de tout ce que ce Général pouvoit valoir : ainsi il n'y a pas lieu de s'étonner qu'il n'ait pas fait grande peur à ceux que sa nouvelle dignité lui prescrivoit de combattre.

On témoigna même à Paris une satisfaction toute particulière du choix qu'on venoit de faire de lui en Angleterre pour remplacer M. Braddock ; & dans les premiers momens de cette nouvelle, les gens qui l'avoient connu s'en faisoient de mutuels complimens lorsqu'ils se rencontroient, & se disoient les uns aux autres ; que pensez-vous de ceci, Monsieur ? Le Ministère d'Angleterre a

nommé *notre ami* M. Shirley
Général des Armées du Roi en
Amérique.

Quoique les François appellent M. Shirley leur ami , je n'en voudrois pas inférer que ce Général fût prévenu en faveur de leur Nation : je ne le trouve pas non plus à blâmer d'avoir accepté une place si honorable & si lucrative ; la refuser , eût été un trait de désintéressement & de retenue dont il ne se seroit point trouvé d'exemple dans toute l'histoire du cœur humain.

Rien n'est plus naturel que le penchant qui nous porte à nous croire propres aux emplois dont

nos Supérieurs nous jugent capables. Sans le secours d'une opinion dont le charme est si puissant & si flatteur, combien de fois n'arriveroit-il pas qu'un Etat se trouveroit sans Ministres ?

Pour remplir sa destination, M. Shirley se rendit à Albany, où après avoir temporisé longtems à l'exemple du célèbre Fabius, il prit enfin la résolution de marcher, toujours à pas comptés, vers le Lac Ontario; mais lorsqu'il y fut arrivé, il s'apperçut qu'il avoit fait encore trop de diligence, & ayant jugé qu'il n'y avoit rien à faire en cet endroit contre l'ennemi, il s'en

retourna comme il étoit venu , surmontant avec une merveilleuse facilité tous les obstacles qu'il rencontroit sur sa route. Ce fut ainsi que commença &c que finit la campagne du Général Shirley , conformément aux prédictions de tous ceux qui avoient quelque connoissance de son caractère. Pour moi je prétends que c'est sur celui qui a fait un mauvais choix que doit en retomber tout le blâme , &c non sur celui qui en est l'objet ; pourquoi ne pardonneroit-on point au Général Shirley d'avoir échoué dans sa Campagne , puisque nos Ministres ont pû se tromper aussi lourdement dans

le jugement qu'ils ont porté de son mérite ?

Ce qu'il y a encore de remarquable à cet égard , c'est que le choix que les Américains firent eux-mêmes d'un Général fut aussi juste & aussi éclairé que l'avoit été peu celui du Ministère. Ce choix tomba sur M. Johnson , homme tout - à - fait propre à la guerre, & qui réunit tant de courage & de sagesse , tant d'activité & de modération , qu'il n'a peut-être qu'un très-petit nombre d'égaux parmi les Militaires de la première distinction.

Cet Officier à la tête de la Milice de la Province , fit le Gé-

néral * François prisonnier, & repoussa un corps de troupes ennemies beaucoup plus considérable que celui devant lequel M. Braddock avec ses troupes réglées avoit plié si honteusement. Si ce premier succès de M. Johnson ne produisit aux Colonies Angloises aucun autre avantage que la prise du Général ennemi , il ne faut l'imputer qu'à la discorde qui régnoit dans les Conseils des différentes Provinces , au retard indécent des munitions & des renforts qu'on devoit lui envoyer, & à beaucoup d'autres causes entre lesquelles on ne doit pas oublier l'envie

* Le Baron Dieskau.

qu'on

qu'on portoit à sa gloire.

Tournons à présent les yeux sur ce qui se passoit ailleurs. Les Peuples de la Nouvelle Angleterre qui fixoient toute leur attention sur la Nouvelle Ecosse, avoient résolu de chasser l'ennemi de tous les forts dans cette partie de l'Amérique : en conséquence le Général Winslow & deux mille hommes de Milice se rendirent par mer à Halifax, & après avoir été joints par un corps de troupes réglées qui n'excédoit pas le nombre de trois cens hommes, ils prirent le fort de Beau-séjour ayant à leur tête le Colonel Monckton, & ils entrèrent en même tems dans tous les au-

D

42 LE PEUPLE

tres forts de la Province sans y trouver aucune résistance.

C'est ainsi que nous sommes redevables des seuls avantages qu'ayent produit tous nos préparatifs en Amérique à un Général absolument ignoré de nos Ministres, à une simple Milice d'Américains, & à une Campagne dont le projet appartient aux Provinces de la Nouvelle Angleterre, & dans laquelle elles ont fait voir que des secours d'hommes, d'argent & de vaisseaux de la part de la Grande - Bretagne, ne leur étoient pas indispensablement nécessaires pour réussir dans leurs opérations; tandis que les

Généraux nommés par le Ministère ont été si honteusement défaits, & que les Campagnes dont ce même Ministère avoit dressé le plan, n'ont servi qu'à rendre nos efforts méprisables.

Telle fut dans l'année dernière l'heureuse moisson de nos armes : la réduction d'une chérive Province, (Nouvelle Ecosse) la défaite de M. Braddock ; la marche inutile de M. Shirley vers Oswego ; la victoire remportée par M. Johnson , mais dont faute de moyens il fut impossible de profiter ; & presque aussitôt la perte de ce Général , contraint par mille désagréemens à quitter le service.

La Campagne étant terminée d'une manière si peu avantageuse , l'objet le plus naturel de l'attention du Ministère devoit être d'envoyer au plutôt des renforts aux Colonies Angloises pour les mettre en état de repousser les François, de qui l'on ne pouvoit attendre que des efforts encore plus vigoureux pour l'été suivant ; puisqu'on n'ignoroit pas qu'ils devoient recevoir d'Europe des troupes & des munitions pour se maintenir dans les établissemens qu'ils avoient faits sur les derrières des possessions Britanniques. Voyons donc si les Ministres prirent de justes mesures à cet égard, & s'ils

furent les diligences nécessaires pour envoyer du secours à nos Compatriotes dans cette partie du Monde, qui doit être regardée comme la source principale de notre commerce & de nos richesses.

Les premiers soins que l'on donna à la sûreté de nos Colonies, consistèrent dans la création d'un Régiment Allemand qui devoit être levé en Europe pour être ensuite envoyé en Amérique. Les Officiers que l'on se proposoit de donner à ce Corps, étoient des gens entièrement étrangers pour l'Angleterre, & à qui nos Droits & nos Privilèges devoient être très-indifférens ;

des gens qui n'avoient pas fait le premier pas dans le métier de la guerre, & dont les yeux n'avoient encore été témoins d'aucun spectacle meurtrier; des gens qu'il étoit par conséquent indécent de préférer par une marque si distinguée de confiance, à des Officiers Anglois d'une fidélité & d'une bravoure reconnues; des gens enfin, en faveur de qui il est bien extraordinaire qu'on ait fait suspendre par un bill particulier du Parlement, un des principaux articles d'un Acte relatif à l'établissement de la Maison régnante sur le Trône de la Grande-Bretagne.

L'hiver étoit bientôt écoulé;

on touchoit au printems : & point de Général de nommé. Il étoit même encore incertain qu'on dût envoyer des troupes Angloises au secours de l'Amérique; lorsqu'enfin le 15 Avril les transports mirent à la voile avec les Régimens d'Away & de Murray : mais c'étoit s'y prendre encore trop tard pour que les Colonies pussent tirer quelque service de ce renfort avant la campagne prochaine ; à moins qu'à leur arrivée ces Régimens n'eussent eu à combattre les François qu'ils auroient trouvé en possession de la Virginie ou de quelque autre Province aussi mal défendue.

Tandis que nos possessions en Amérique demeuroient , faute de Général , dans une aussi déplorable situation , peut-on bien croire que nos Ministres aient encore retenu jusqu'à la fin du mois de May celui qu'ils venoient de choisir ? C'est cependant ce qu'ils n'ont point eu honte de faire.

Lorsque cet Officier* supérieur en autorité à tous les autres reçut enfin ses ordres de partir , la saison étoit déjà trop avancée ; & il n'est malheureusement que trop probable qu'il n'aura pû faire cet été en Amérique aucun progrès de quelque importance.

* Le Lord Loudon.

C'étoit

C'étoit dans l'automne dernier qu'il falloit l'envoyer à sa destination. Il étoit nécessaire qu'avant de rien entreprendre dans un País qu'il ne connoissoit pas, il y eût fait au moins quelque séjour pour avoir le tems de s'instruire des dispositions de chaque Province, d'apprendre à connoître le génie des habitans, de former sur les lieux mêmes le plan de ses opérations, & enfin de gagner la confiance de ceux qu'il devoit commander. C'est pourtant un homme de cette importance qu'on expédie le dernier de tous dans d'aussi terribles conjonctures.

Combien de tems y a-t-il

E

encore qu'il est parti pour l'Amérique , ce Général ? Depuis deux mois M. Webb a pris le commandement des mains de M. Shirley ; le Général Abbercrombie de celles de M. Webb ; & tous deux enfin viennent d'être remplacés par le Lord Loudon : c'est par une conduite si sage & si réfléchie que le Ministère Britannique fait accomplir les Ecritures , qui disent que le premier fera le dernier, & que le dernier sera le premier. Pour moi, je connois des gens , à l'abri cependant de tout soupçon d'infidélité , à qui l'on ne persuadera jamais qu'un Officier chargé du commandement principal pour

la conduite d'une affaire , doive être moins instruit dans la nature de sa commission , qu'aucun de ceux qui lui sont subordonnés.

Si le Lord Loudon fût parti le premier , & si M. Webb & le Général Abbercrombie l'eussent suivi , au lieu de le précéder , tout eût été dans l'ordre ; l'un & l'autre se seroient portés aux postes qu'il leur auroit marqués , & ses dispositions auroient été suivies par chacun d'eux sans qu'il y eût eu rien en cela que de très-convenable ; au lieu que par les arrangemens du Ministère , il faut que le Général suive à présent le plan dressé par ses

inférieurs , ou qu'il reste dans l'inaction ; car il est hors de doute que les préparatifs auront été trop avancés avant l'arrivée du Lord Loudon , pour qu'il ait pu y faire quelque changement considérable ; je dis plus : M. Webb & M. Abbercrombie seront arrivés eux-mêmes trop tard sur les lieux ; & il aura fallu de toute nécessité suivre encore pour cette campagne un plan d'opérations de la façon du Général Shirley. Milord Loudon exécutera des projets concertés par un homme également incapable d'attaquer , & de demeurer sur la défensive. Les lumières d'un brave & habile Offi-

ciers seront subordonnées à celles d'un personnage qui a fait preuve de toute l'ignorance & de toute l'ineptie possible: ô que nos Ministres savent prendre de sages mesures!

Mais doit-on être moins surpris de savoir que le 12 Juin tous les Capitaines & tous les Lieutenans du Régiment du Lord Loudon n'étoient pas encore partis de Portsmouth; & ce qui n'est pas moins extraordinaire, que toutes les armes & toutes les munitions de guerre y étoient dispersées de côté & d'autre sur les quais, & que les transports sur lesquels on devoit les charger, n'étoient pas encore

loués dans ce tems-là ? Je ne dis rien de cet ordre qui fait tant d'honneur à la cervelle d'où il part , d'embarquer tous les affûts sur un vaisseau , tous les canons sur un autre , tous les boulets sur un troisieme , & sur un quatrieme enfin tous les barils de poudre ; par l'effet de cette distribution où l'on remarque tant d'adresse & de sagacité , & dont aucun Ministre n'a peut-être jamais donné d'exemple , le risque d'un malheur ou d'une attaque pendant la traversée s'étoit accru en raison quadruple ; car si chaque article eût été reparti proportionnellement sur les quatre vaisseaux en question ,

la perte d'un de ces vaisseaux n'auroit fait échouer qu'une quatrième partie du projet , & le malheur ne se feroit accru qu'à proportion du nombre de vaisseaux qu'on auroit perdu ; au lieu que suivant les combinaisons de cet arrangement tout-à-fait nouveau , un des quatre vaisseaux pris ou perdu rendoit les trois autres entièrement inutiles.

Je ne veux point non plus m'étendre sur les avantages d'un certain marché de poudre achetée des Hollandois jusqu'à la quantité de cinq cens barils , & avec tant d'empressement , dans la crainte que les François ne

l'enlevassent pour eux, que pour s'en mieux assurer on ne se donna pas même le tems d'en faire l'essai ; poudre qui lorsqu'elle fut rendue en Angleterre, se trouva n'avoir pas plus de vertu que de la sciure de bois.

Mais ces deux derniers articles sont au-dessous de l'attention de Messieurs nos Ministres dont le mérite est si infiniment supérieur à celui des autres gens ; & je ne m'y suis arrêté que pour faire voir qu'il n'est point de qualités en eux qui ne s'accordent parfaitement au talent merveilleux qu'ils ont de connoître les hommes, & à leur habileté dans le choix des sujets.

S'il eût manqué quelque chose aux subsides accordés par le Parlement , & que cela eût occasionné ces délais & ces négligences qui mettent dans un danger si éminent tout ce que nous avons de mieux en possessions étrangères , le Ministère Britannique en auroit pu tirer quelque moyen plausible de justification : mais puisque notre Royal Maître , notre très-gracieux Souverain , dans sa harangue émanée du Trône , a daigné faire des remercimens à son peuple pour les secours vigoureux & efficaces , qui lui avoient été accordés ; sur quoi peut-on à présent appuyer la défense de ceux qui ont

fait un emploi aussi mal raisonné de ces secours , & qui ont abandonné honteusement l'objet le plus essentiel aux intérêts de ce Royaume ? Il seroit ridicule de dire quelle est la cause de ce délai ; il n'y a personne en Angleterre , si ce n'est le Ministre , qui ait les yeux assez mauvais pour ne la point appercevoir.

Si donc le talent de connoître les hommes est plus nécessaire à un Ministre qu'à qui que ce soit , pour le guider dans le choix des sujets qu'il doit employer , apprenez par les exemples qui viennent d'être rapportés & qu'on n'a point choisis ex-

près , quels avantages vous devez attendre d'un Ministère qui se trompe par habitude , & qui donne toujours la préférence à ceux qui méritent le moins.

Après avoir fait connoître par quelles fautes énormes d'attention le Ministère Britannique a manqué de pourvoir à la sûreté des Colonies de l'Amérique, sans le commerce desquelles la Grande-Bretagne tomberoit bientôt dans un état de langueur qui la conduiroit à un total anéantissement ; après avoir prouvé que les modiques & foibles secours envoyés en Amérique depuis la défaite de Braddock, y arriveront trop tard pour rétablir nos

affaires ; examinons ce qui s'est passé en Europe pendant ce tems-là , & quelles mesures on'a prises pour garantir des coups de l'ennemi , non seulement la Grande-Bretagne & l'Irlande , mais même un autre Etat * qui n'appartient point à la Couronne , & qui jusqu'à cette heure n'a pas été d'une grande ressource pour la Nation.

En 1755 pendant tout le tems qui s'écoula depuis le message aux deux Chambres & la prorogation du Parlement du 28 Avril , il ne fut fait aucune augmentation dans les troupes : on ne passa aucune loi pour armer :

* L'Electorat d'Hanovre.

les sujets de la Grande-Bretagne, & pour les mettre en état de déconcerter tous les projets d'invasion dont ils étoient menacés ; négligence dont on doit craindre le plus funeste effet pour l'avenir. A quoi songea-t-on ? à recevoir les sommes immenses qu'on s'étoit fait accorder, & au surplus , quelques armemens par lesquels on essaya de rendre notre marine respectable , occupèrent toute l'attention du Ministère.

Sa Majesté, après avoir fermé la session, partit pour Hanovre le jour même , tant les momens lui étoient chers : ni les menaces des François , ni les préparatifs qu'ils

faisoient pour une invasion ; ni les risques de toute espèce qui menaçoient la navigation de sa Personne sacrée, ne purent l'empêcher de passer les mers pour aller travailler elle-même à mettre ses chères possessions en état de défense. Pendant le séjour de Sa Majesté à Hanovre, voyons à quoi s'occupèrent les Ministres qu'il avoit commis au soin de ses Royaumes. Les libertés du Peuple violées ; les Matelots découragés par d'indignes traitemens ; des Escadres armées pour n'être d'aucun usage à la Nation ; l'Isle de la Grande-Bretagne laissée sans aucune défense qui la rassurât contre une des-

sente que les ennemis pouvoient d'un moment à l'autre effectuer ; ce fut à quoi se réduisirent tous les efforts de ces dépositaires des intérêts & de la gloire de notre Monarque absent.

Mais avouons-le à la louange du Ministère Britannique, les défauts de son administration dans l'intérieur de l'Etat furent bien réparés par l'attention qu'il donna aux intérêts de l'Angleterre sur le Continent. Il y conclut deux Traités qui devoient être plus féconds en avantages de toute espèce pour la Nation, que ne l'avoient été tous les Traités précédens ; l'un avec l'Impéra-

trice de Russie , l'autre avec le Landgrave de Hesse-Cassel ; celui-ci signé à Hanovre le 18 Juin 1755 , & le premier signé à Petersbourg le 30 Septembre de la même année.

Le premier article du Traité avec la Russie confirme celui de 1744 , par lequel l'Impératrice avoit promis de fournir au Roi de la Grande-Bretagne dix mille hommes d'Infanterie & deux mille de Cavalerie , s'il arrivoit que les Etats de Sa Majesté fussent attaqués , ou de lui donner en argent cinq cens mille roubles par année tant que le danger subsisteroit. Comme on ne s'est servi ni de l'une ni de l'autre

l'autre de ces ressources pendant la dernière rébellion en Ecosse , il est , je crois , tout naturel de conclure que ce Traité ne regardoit uniquement que l'Electorat de Hanovre ; autrement il ne seroit pas possible de justifier le Ministère d'avoir négligé , dans un tems où nos fonds publics étoient presque totalement épuisés , de demander l'exécution d'un article si avantageux à la Grande-Bretagne , & qui n'auroit été stipulé que pour elle.

Comme ces secours n'ont pas été trouvés suffisans dans l'occurrence présente , on les a fait monter jusqu'au nombre de cinquante-cinq mille hommes, dont

66 LE PEUPLE

quarante mille d'Infanterie & le reste de Cavalerie : & l'on y a fait ajouter quarante ou cinquante galères qui seront toujours prêtes pour agir aux premiers ordres.

Outre ce qui a déjà été dit relativement au Traité de 1744, qui a été pris pour la base de celui-ci ; le quatrieme article de ce second Traité fait voir bien clairement que le premier n'avoit été conclu qu'en faveur de l'Electorat de Hanovre.

Il porte que les troupes & les galères en question ne se mettront en mouvement que quand Sa Majesté Britannique ou ses Alliés seront attaqués ; & qu'a-

lors l'Officier chargé du commandement , aussitôt qu'il en aura été requis par Sa Majesté , fera une diversion avec trente mille hommes d'Infanterie & les quinze mille de Cavalerie , & qu'en même tems il fera embarquer les autres dix mille hommes d'Infanterie sur les galères pour faire une descente dans les lieux où les circonstances le demanderont.

Le second article par lequel on stipule que ces troupes seront toujours tenues toutes prêtes sur les frontières de Livonie , & que les galères croiseront sur les côtes de cette Province , prouve avec la même évidence

qu'on n'avoit d'autre intention que de faire une invasion chez le Roi de Prusse, si ce Prince fût venu à tourner ses armes du côté de l'Electorat de Hanovre; ou bien il faut qu'on ait commis une absurdité des plus extravagantes, en convenant que ce Général feroit une diversion avec trente mille hommes d'Infanterie & quinze mille de Cavalerie aussitôt qu'il en auroit été requis par Sa Majesté: car, ces troupes obligées de faire immédiatement après la requisition, la diversion dont il s'agit, ne pourroient se porter en France en moins de six mois, s'il falloit empêcher les François de

faire une descente en Angleterre; ainsi cette diversion qui doit être exécutée dans le moment même qu'elle sera demandée de la part de la Grande-Bretagne, ne peut avoir la France pour objet; & d'un autre côté, on ne peut pas supposer non plus qu'on entende par cet article, que la diversion se fera en marchant au secours de la Grande-Bretagne; à moins que le Ministre qui ne savoit pas il y a un an que Cap-Breton fût une Isle, ne se soit trouvé ignorer encore dans le tems que ce Traité a été conclu, que la Grande-Bretagne étoit environnée de l'Océan.

Autre preuve : les galères ne

sont point des bâtimens propres à transporter des troupes sur l'Océan ; ainsi la convention que ces galères seroient toujours tenues prêtes à faire une *descente* suivant l'exigence des cas avec dix mille hommes de troupes , prouve que ces mêmes dix mille hommes sont destinés à se joindre aux quarante-cinq mille autres pour quelque expédition que ce soit , excepté pour faire une invasion en France & pour porter du secours en Angleterre. Mais qu'on examine la nature du mot *descente* : ce mot présente toujours une idée d'aggression & d'hostilité ; il ne peut donc signifier qu'on débarquera

les Russes en Angleterre comme amis : & d'un autre côté , si l'on fait attention au nombre de dix mille hommes , on verra bien qu'il est trop peu considérable pour exécuter une entreprise de cette espèce sur les côtes de France.

Poursuivons : en conséquence de cette convention , qui n'a pour objet que la défense de l'Electorat de Hanovre , la Grande-Bretagne doit payer à l'Impératrice de Russie cent mille livres sterling par an pendant quatre années de suite en tems de paix ; & ce subside annuel doit monter à la somme de cinq cens mille livres sterling , aussi

tôt que les troupes Russes auront passé les frontières de leur pays : & en considération de cette augmentation , l'Impératrice se charge du payement ainsi que de l'entretien & du transport de ses troupes dans tous les endroits où la Grande - Bretagne ordonnera qu'elles se rendent : elle s'engage de plus à ne les point rappeler que le Traité ne soit expiré , quand même elle se trouveroit attaquée dans ses Etats.

Qui n'apperçoit pas encore dans cet article une preuve manifeste que le Traité n'a nullement pour objet le transport des Russes en Angleterre ? La paye
d'un

d'un nombre égal de troupes Angloises dans la même proportion d'Infanterie & de Cavalerie , se monteroit chaque année à un million sept cens mille livres sterling : or je demande si l'Impératrice des Russies se feroit engagée pour un subside moindre que le tiers de cette somme à entretenir ses troupes en Angleterre, où les vivres sont si chers , & où la paye de chaque soldat national suffit à peine pour sa subsistance ? Non seulement il répugne au bon sens que l'Impératrice ait pu faire un marché de cette nature , qui ne tendroit à rien moins qu'à faire mourir de faim ses sujets .

G

mais il est démontré impossible que dans une si modique somme elle eût trouvé même de quoi transporter ses troupes en Angleterre ; puisque c'est un objet dont la dépense seule consommeroit la totalité du subside.

Il est vrai que par le onzieme article de ce Traité (article qui fait honneur à l'humanité) on a stipulé pour les Russes une liberté entière de mettre au pillage tous les lieux par où ils passeroient , & qu'une confédération auxiliaire de cette nature qui , sur ce point , ne manqueroit pas d'être fidèlement mise en exécution , seroit en Angleterre pour les troupes Russes un am-

ple dédommagement de la modicité de leur paye. Mais qui pourra croire qu'un Ministère aussi éclairé que le nôtre sur ses propres intérêts , ait voulu par une convention pareille associer des étrangers à ses rapines ?

Cette seule contradiction prouveroit que le Traité n'auroit point été fait pour la Grande-Bretagne ; mais , sujets infortunés ! nous sommes toujours condamnés à un destin plus rigoureux que ne fut celui de nos premiers peres après leur rébellion ; puisque non seulement nous gagnons notre pain à la sueur de notre front , mais que nous travaillons encore à en ga-

gner pour d'autres qui n'ont aucun droit sur nous , & avec qui nous n'avons aucune sorte d'engagemens : ainsi , Peuple Anglois , on prendra tous les ans sur votre industrie & sur votre commerce un demi-million sterling pour assurer aux sujets de l'Electorat de Hanovre la plus complete tranquillité.

S'il est des gens qui s'obstinent à croire , malgré toutes ces preuves , que le Traité avec la Russie a quelque rapport immédiat à la défense & à la sûreté de la Grande-Bretagne , je le veux croire avec eux ; mais je vais leur faire voir au moins que ce Traité ne fait pas briller autant qu'ils

peuvent se l'imaginer, la sagesse du Ministère Britannique.

Dans le nombre presque infini de précautions que tous les grands Ministres qui ont fait des Traités, n'ont point négligé de prendre, il en est deux surtout qu'ils n'ont oubliées en aucun cas : la première, c'est que dans tous les Traités postérieurs à d'autres Traités, on ne les a jamais vus contracter avec une Puissance plus foible une alliance qui détruisît les avantages de leurs Traités antérieurs avec une Puissance plus forte : car un Ministre qui manque à cette attention perd de plus en plus de son crédit à mesure qu'il fait l'ac-

quisition d'un nouvel Allié. Ce qui est à peu près aussi avantageux à un Etat , que le refus qu'on fait aux peuples de leur donner des armes pour se défendre pendant la guerre , & de les contraindre à s'abandonner à des étrangers mercenaires. La seconde , c'est que dans tous les Traités que fait un Ministre, son objet principal doit toujours être de maintenir l'honneur & l'intérêt de la Nation qu'il sert ; & lorsque cette règle n'est pas observée , il en est des Etats comme des joueurs qui sont pris pour dupes , & ils deviennent l'objet de la dérision de toutes les Têtes couronnées.

C'est à nous à voir à présent si ces deux maximes si essentielles ont été mises en pratique avec quelque discernement par le Ministère Britannique dans les Traitez qu'il a faits tant avec la Russie qu'avec le Landgrave de Hesse-Cassel & le Roi de Prusse.

Afin de nous rendre cet examen plus facile , plaçons les choses dans la situation où elles étoient lorsqu'il n'étoit pas encore question de ces différens Traitez.

Avant celui de la Russie , toute l'appréhension des Ministres d'Angleterre étoit que le Roi de Prusse ne voulût profiter des différends qui s'élevoient entre la

France & la Grande-Bretagne ,
& qu'il ne s'emparât de l'Electorat de Hanovre. Cette entreprise du Roi de Prusse , quoiqu'elle ne nous regardât point , & ne dût par conséquent nous affecter en aucune manière , devenoit cependant , à cause de la guerre du Continent , une circonstance très-embarrassante pour les Ministres de cette Nation qui donnent une préférence si constante aux intérêts de Hanovre sur ceux de la Grande-Bretagne.

Ce fut pour se tirer de cet embarras qu'ils conclurent le Traité en question avec la Russie ; & il est vrai que ce renouvelle-

ment d'alliance donna aux affaires une tournure des plus favorables pour l'Electorat de Hanovre; car le Roi de Prusse, qui auparavant avoit cru toucher au moment de donner de l'étendue à ses domaines, dut craindre, dès qu'il eut la nouvelle de ce Traité, qu'au lieu de gagner, il n'y eût pour lui désormais beaucoup à perdre.

Il faut encore avouer, en faveur de ce Traité avec la Russie, qu'il contenoit les deux avantages qu'on doit chercher dans toutes les alliances; puisque d'un côté il augmentoit le crédit de l'Electorat de Hanovre qui en étoit l'unique objet, & que de

l'autre il faisoit beaucoup d'honneur aux Ministres qui l'avoient conclu ; si cependant des gens qui négligent l'Etat qu'ils servent pour donner toute leur attention à un Etat étranger , méritent une pareille récompense.

Il est constant que les cinquante - cinq mille hommes de troupes Russes augmentoient la puissance des Hanovriens & de leurs Alliés , & que le Roi de Prusse qu'ils regardoient comme leur ennemi , & de qui les intérêts sont aussi opposés à ceux de la Maison d'Autriche que le feu est contraire à l'eau , devoit prendre assez d'ombrage de cet accroissement des forces de H

novre, pour craindre que l'Impératrice-Reine ne regardât ce moment comme le plus favorable au desir dont elle brule toujours de ravoir la Silésie : fleuron de son Diadème Impérial qu'elle ne peut se consoler d'avoir perdu. En même tems donc que la crainte de la Russie ôtoit au Roi de Prusse la faculté d'inquiéter l'Etat de Hanovre , les liaisons de cet Electorat avec l'Impératrice-Reine , qui trouvoit ce Traité fort à son gré , devenoient plus étroites que jamais ; & la Cour de Vienne se promettoit l'assistance des Russes pour reconquerir la Silésie , s'il arrivoit au Roi de Prus-

se de s'intéresser dans la querelle qui venoit de s'élever entre la Grande-Bretagne & la France; elle comptoit même les employer à défendre les Pays-Bas, si les François tournoient leurs armes vers cette partie de ses domaines. Le Roi de Prusse se trouvoit donc par le moyen de ce Traité entre la Grande-Bretagne & la Russie, positivement dans le même embarras d'où l'Electorat de Hanovre venoit de se tirer.

Si d'un côté le Ministère Anglois ne devoit songer qu'à contenir le Roi de Prusse dans les entraves où le mettoit ce Traité, d'un autre côté le principal

objet de ce Monarque devoit être de s'en dégager le plutôt qu'il lui seroit possible. Voyons à présent laquelle des deux Cours , de Berlin ou de Londres , a sçu rendre à la fin ses efforts plus efficaces.

Personne au monde n'appercevoit mieux que le Roi de Prusse , combien le Traité entre la Grande-Bretagne & la Russie faisoit pancher la balance du côté de Hanovre & de l'Autriche : il s'appliqua donc à imaginer quelque moyen de remettre les choses dans un état plus favorable à ses intérêts , & qui rendît sa situation moins embarrassante.

Le parti qu'il prit en conséquence & de son propre mouvement , sans aucune ouverture (au moins on le dit ainsi) de la part de l'Angleterre , fut de nous proposer de faire avec lui un Traité ; proposition sur laquelle il fut pris au mot , comme si rien n'eût été plus salutaire pour nous , & qui fut suivie de la conclusion du Traité.

Il est bon de remarquer que dans le même tems l'Angleterre étoit inondée d'un déluge d'écrits , dans lesquels le Traité précédent avec la Russie étoit exalté jusqu'aux cieux , & où des bavards mercenaires s'épuisoient en exclamations sur la sa-

gesse de nos Ministres dans l'heureuse conclusion d'une alliance si longtems désirée , & dont les suites , disoient - ils , devoient être aussi glorieuses pour nous qu'humiliantes pour le Roi de Prusse. Examinons à présent si ce Traité subséquent avec ce Prince a produit de son côté tous les avantages qu'on en attendoit & qu'on avoit fait sonner si haut , ou plutôt si comme un frêlon venimeux , il ne nous a pas laissé son aiguillon au lieu de miel.

Les deux principaux articles de ce Traité portent ; le premier , que la Grande-Bretagne avec ses Alliés d'un côté & le Roi de

Prusse de l'autre, se prêteront un mutuel secours pour empêcher toutes les troupes étrangères d'entrer dans l'Empire ; le second , que la Grande-Bretagne payera vingt mille livres sterling pour indemnité de la capture des marchandises trouvées sur les vaisseaux Prussiens , & qui ont été condamnées & vendues pendant la dernière guerre, & qu'en retour le Roi de Prusse payera l'hypothèque de la Silésie.

C'est ici qu'on voit du premier coup d'œil que tout l'avantage qui devoit revenir aux Autrichiens & Hanovriens de notre alliance avec la Russie, dis-
paroît

paroît nécessairement devant ce Traité postérieur avec le Roi de Prusse : en effet , le Ministère Britannique détruit par ce dernier Traité tout l'effet du premier ; puisqu'il étoit convenu dans celui-là que les Moscovites seroient employés dans l'Empire à soutenir & à défendre l'Electorat de Hanovre , & que dans celui-ci il s'engage à frustrer ce même Electorat de leur assistance. Ainsi, ces Ministres qui s'étoient fait tant d'honneur d'un Traité qui les assureroit de l'appui de la Russie en Allemagne , surpris par le Roi de Prusse négociateur plus fin qu'eux , se sont engagés à s'op-

H

poser à l'entrée de ces mêmes troupes dans un pays où ils s'étoient fait promettre leur secours.

Je demande si le Roi de Prusse, par ce seul article, ne s'est pas vû délivré de toutes les frayeurs que lui avoit donné le Traité avec la Russie ?

L'Impératrice entroit-elle en Silésie, il n'avoit d'autre soin à prendre que de songer à s'opposer à ses progrès ; parce que son Traité avec les Ministres de la Grande - Bretagne l'assuroit qu'ils tiendroient en respect les troupes de la Russie, & dissipoit par conséquent toutes ses craintes de ce côté-là. Ce change-

ment de système donna , comme de raison , un très-grand dégoût à l'Impératrice-Reine pour nos Ministres : elle se voyoit abandonnée & ses intérêts trahis ; l'alliance d'une Puissance plus foible étoit préférée à la sienne ; son amitié étoit rejetée pour celle du Roi de Prusse ; en falloit-il davantage pour la convaincre de la foiblesse du Ministère Britannique & pour lui faire naître l'idée de se lier avec une Puissance plus sage & plus respectable que la Grande-Bretagne ? C'est ainsi que le Traité avec le Roi de Prusse a détruit l'unique avantage que donnoit sur ce Prince aux Etats de la

Grande - Bretagne & de Hanovre le Traité avec la Russie, & que ce Royaume aussi-bien que l'Electorat ont perdu l'amitié de la Maison d'Autriche pour avoir contre toutes les règles, préféré une alliance plus foible à une plus forte.

Supposons à présent que ce Traité de la Grande-Bretagne avec la Prusse n'empêche point la France de porter ses armes dans l'Electorat de Hanovre ; de quel secours ce Traité pourrat-il être pour cet Electorat ? Les Ministres Britanniques & Hanovriens se reposeront-ils entièrement sur son efficacité, & mettront-ils assez de confiance dans

les forces du Roi de Prusse pour ne point être alarmés des desseins de la France sur les Etats de Hanovre? ou s'ils sont dans une parfaite sécurité à cet égard, & s'ils réglent leur conduite en conséquence, je demande si le Roi de Prusse abandonnera ses Etats pour défendre ceux de Hanovre, & s'il trouvera plus à propos de faire marcher son armée à leur secours, que de la laisser dans la Silésie, où les vûes de l'Impératrice - Reine la lui rendent si nécessaire?

Non, il n'entrera jamais dans l'esprit de qui que ce soit, que dans une occurrence pareille nos Ministres donnent au Roi

94 LE PEUPLE

de Prusse une confiance si outrée, ou que ce Prince abandonne ses intérêts pour mettre ceux des autres à couvert.

S'il arrive donc que les François, s'embarassant peu de notre Traité avec la Prusse, envoient une armée dans l'Electorat de Hanovre, & que, en conséquence de notre Traité avec la Russie, nous invitations cette Puissance à nous donner les secours convenus pour les Païs Electoraux ; de quelles conventions opposées & contradictoires ne s'appercevra-t-on pas que ces deux Traités sont remplis ?

Par celui que nos Ministres ont fait avec la Prusse, ils sont

dans l'obligation d'exclure tous les Etrangers, & par conséquent les Russes, de l'Empire d'Allemagne; & leur alliance antérieure avec la Russie appelle les Russes dans ce même Empire d'Allemagne pour y défendre l'Electorat de Hanovre.

Ainsi les troupes Russiennes, qui, suivant notre Traité avec l'Impératrice, ne peuvent se dispenser de venir comme amis secourir les Hanovriens, trouveront dans ces mêmes Peuples des ennemis qu'un Traité avec la Prusse fera marcher au devant d'eux, pour les contraindre à retourner sur leurs pas.

Si d'un côté les troupes Fran-

coises s'avancent vers l'Electorat de Hanovre , & que d'un autre les Russes accourent pour le défendre , les Hanovriens qui ne pourront se refuser à l'exécution du Traité avec la Prusse , seront obligés de tuer amis & ennemis.

L'alliance de ces Peuples avec le Roi de Prusse les mettant dans la nécessité d'empêcher les Russes d'entrer dans l'Empire , dès le moment que l'Impératrice de Russie aura fait mettre son armée en marche , conformément au Traité , pour aller secourir l'Electorat de Hanovre , il faudra que ces infortunés Hanovriens pour satisfaire au Traité du Roi
de

de Prusse, partageant leurs troupes avec ce Monarque, en fassent marcher la moitié au-devant des Russes leurs Alliés, pour les empêcher d'entrer dans l'Empire, & qu'ils se servent de l'autre moitié pour arrêter les progrès des François leurs ennemis : voilà ce qui s'appelle un exemple de la politique la plus profonde & la plus recherchée.

Par des mesures si sages, nos Ministres ont réduit les Hano-vriens à se passer du secours de la Russie : car si le Traité avec le Roi de Prusse a son entière exécution, il ne sera pas possible aux Russes d'agir en leur faveur : & si nonobstant le Traité on

insiste à appeller les Russes , on ne pourra se dispenser au moins de donner au Roi de Prusse la moitié des Hanovriens , pour empêcher ces mêmes Russes de venir.

Ainsi , par la vertu de ce même Traité, l'Electorat de Hanovre se verra frustré de la moitié des troupes qu'il pourroit opposer à ses ennemis les François ; parce qu'il faudra qu'il les emploie contre les Russes ses amis.

Telles sont les conséquences nécessaires des Traités avec la Russie & la Prusse , si l'on veut les exécuter tous deux avec une même fidélité. Ou les Hano-

viens repousseront également François & Russes, qui se disposeront à entrer dans l'Empire ; ou le Roi de Prusse sera dégagé de toutes les obligations qui subsistent entre lui & la Grande-Bretagne ; parce que les Hanovriens auront été les premiers Infraçteurs du Traité : or comme il est impossible par la nature des choses que les Hanovriens marchent contre les Russes qu'ils ont appelés à leur secours, il s'ensuit que le Roi de Prusse doit rester dans l'inaction ; parce qu'il feroit plus de tort aux Hanovriens en prenant la moitié de leurs troupes pour résister aux Russes, qu'il ne leur

pourroit rendre de service en les assistant contre les François.

Toute la prévoyance & toute l'habileté de nos Ministres dans cette union entre la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, ne servent donc qu'à délivrer ce Prince des vives appréhensions auxquelles l'asservissoit le Traité avec la Russie : il ne redoute plus aucun des fâcheux événemens dont la Silésie étoit menacée par cette alliance ; & il est libre de tous ses engagements avec nous par les conditions de son Traité qu'il est presque impossible de mettre en exécution. Seroit-il même bien décidément impossible , que par l'effet de cette

alliance , ce Monarque fût soutenu contre la maison d'Autriche par ces mêmes Russes que nos Ministres avoient soudoyés d'abord pour les lui opposer ?

D'un autre côté nos Ministres, en rejetant tous les avantages de leur Traité avec la Russie, & en se séparant des intérêts de la Maison d'Autriche , ont offensé grièvement l'Impératrice-Reine; ils se sont mis , par leur alliance avec une Puissance plus foible , entièrement hors d'état de résister aux François en Allemagne; ils ont réuni les Maisons d'Autriche & de Bourbon après avoir sacrifié trois cens millions pour entretenir leur opposition

réci-proque : quel tissu honteux de bévües & d'absurdités !

Après avoir fait voir quel doit être l'effet du premier article par rapport à l'Electorat de Hano-vre , examinons en quoi le second peut être avantageux à la Grande-Bretagne. Nos Ministres y promettent de donner au Roi de Prusse vingt mille livres sterling pour les marchandises trouvées sur les vaisseaux Prussiens condamnés & vendus pendant la dernière guerre ; & ce Prince s'y engage à payer aux Sujets de la Grande-Bretagne le reste de l'hypothèque de la Silésie. Il est aisé de démontrer que ce second article n'est ni moins

ridicule ni moins absurde que le premier , & qu'il aura peut-être des suites plus fâcheuses : en effet, il renverse par le fondement tout le commerce de la Grande-Bretagne , puisqu'il nous fait perdre le seul avantage que nous puissions tirer d'une marine supérieure en tems de guerre.

Les marchandises pour lesquelles on s'engage par ce Traité à donner une indemnité, avoient été condamnées & vendues comme étant de bonne prise. La justice de cette condamnation avoit été soutenue , & nos droits défendus dans une Lettre de nos Ministres à ceux du Roi de Prusse , & dans un Mémoire donné par

un Jurisconsulte dont le mérite & la science font honneur à la Nation. On avoit prouvé dans ces deux pièces que la prospérité & même le salut de la Grande-Bretagne regardée comme Puissance maritime , dépendoient entièrement de la conservation de son droit sur ses captures ; & cette opinion étoit conforme au sentiment de tout ce qu'il y avoit de gens éclairés dans le Royaume.

La restitution stipulée de ces prises est donc non seulement contraire à nos plus justes droits , mais encore à toutes les règles du bon sens & de la plus saine politique. Je vais plus loin ; elle

prouve ou qu'il ne nous appartient pas de saisir des munitions de guerre qui se trouvent destinées pour nos ennemis sur des vaisseaux neutres , & que les jugemens des Nations contrevenantes sont plus valides que ceux de la Grande-Bretagne ; ou que notre Ministère est si foible & si méprisable , qu'il n'y a point de petit Prince, quelque peu respectable qu'il soit à la mer , qui n'ose nous disputer nos droits les plus incontestables , & qui ne nous demande avec arrogance les satisfactions qu'il devra le moins prétendre.

Un défaut pareil de prévoyance & de fermeté peut-il manquer

de produire les plus mauvais effets dans le commencement d'une guerre ? Il est tout naturel que le Roi de Prusse insiste désormais sur le droit de porter dans ses vaisseaux à nos ennemis tous les effets de contrebande qu'ils voudront se procurer. Les Hollandois, les Danois, les Suédois, les Russes, enfin toutes les Puissances maritimes demanderont bientôt le même privilège ; & si, nonobstant leurs prétentions, nous nous emparons de leurs vaisseaux dans les cas où les prises pourront être le plus valables, nous attirerons infailliblement sur nous le ressentiment & les armes de toute l'Europe.

De quel avantage peut donc être pour la Grande-Bretagne le paiement de l'hypothèque de la Silésie , si elle est obligée de l'acheter par la perte absolue de son commerce ? Et comment nous sera-t-il possible d'affaiblir celui de la France notre ennemie , si nos Ministres permettent aux Nations neutres, non seulement de faire le transport de ses productions & de ses marchandises ordinaires ou de celles de ses Colonies , mais même de lui fournir toutes les munitions de guerre dont elle aura besoin pour nous enlever notre liberté & notre commerce ? J'espère au moins qu'alors nous renonce-

rons à de ridicules prétentions sur l'Empire des mers.

Ainsi par le premier article les Ministres de ce Royaume ont rendu inutile tout ce que le Traité avec la Russie contenoit de plus avantageux pour l'Electorat de Hanovre ; & dans celui-ci l'honneur & les intérêts de la Nation succombent sous leurs coups , & sa gloire reçoit de leurs propres mains une honteuse flétrissure. Que de motifs pour admirer leur sagesse & l'étendue de leurs lumières ! Ils ont forcé la Maison d'Autriche à se détacher de nos intérêts & à embrasser ceux de la France : ils ont fait avec le Roi

de Prusse un Traité dont chaque article porte sa nullité : ils ont ouvert de toutes parts l'Electorat de Hanovre aux invasions des François : ils ont abîmé le commerce de la Grande-Bretagne , & ils ont rendu nos armes & nos résolutions également méprisables auprès de tous les Peuples de l'Europe.

Après avoir sur quelques points exposé les pernicioeux effets que doit produire l'alliance avec le Roi de Prusse , cherchons à présent quels avantages peut trouver la Grande-Bretagne dans celle où on l'a engagée avec le Landgrave de Hesse-Cassel ; & rendons au Ministère le tribut

d'éloges qu'il mérite pour avoir conclu ce dernier Traité , comme pour en avoir rempli les engagements.

Arrêtons - nous au principal article. Le Landgrave de Hesse fournira à la Grande-Bretagne, selon la réquisition qui lui en sera faite, ou huit ou douze mille hommes de ses troupes dont un fixieme sera de Cavalerie , & la Grande - Bretagne sera seule chargée du payement de ces secours , quoiqu'ils soient destinés pour ses Alliés aussi bien que pour elle.

On a vu plus haut que l'accroissement des forces d'un Etat & le maintien de sa gloire sont

deux points essentiels pour donner quelque prix à un Traité ; mais je doute qu'il y en ait aucun de parfait sans une troisième condition , qui consiste dans le ménagement des fonds publics , objet de l'attention continuelle des habiles négociateurs.

C'est sur cette économie nationale que je veux juger le Traité de nos Ministres avec le Landgrave de Hesse , & que je déciderai si cette nouvelle alliance est plus ou moins avantageuse à la Grande - Bretagne que celle qu'ils ont conclue avec le Roi de Prusse.

Le cinquieme article porte que

chaque Cavalier fera d'abord acheté autour de vingt liv. sterling, & chaque Fantassin sept, ou environ; ce qui fait en tout approchant de cent douze mille livres sterling qu'il faut employer à la levée de ces troupes. De plus le Landgrave touchera chaque année une somme de trente sept mille livres sterling avant même que ses troupes se mettent en marche ; & aussitôt qu'elles y seront , ce subside annuel se montera à soixante & quatorze mille jusqu'à ce que les troupes en question soient payées sur le pied de celles de Hanovre ou d'Angleterre ; & alors le subside rebaissera jusqu'à

qu'à trente-sept mille livres sterling pour remonter encore jusqu'à la somme de soixante & quatorze mille , lorsque les troupes seront renvoyées, ce qui subsistera sur ce pied pendant toute la durée du Traité qui est de quatre ans.

Dans cet intervalle , tout ce qui mourra d'hommes & de chevaux par maladie ou des coups de l'Ennemi , sera payé au Landgrave dans la proportion de deux hommes pour un cheval : sujet intéressant de considération pour les Troupes des Princes d'Allemagne.

On tiendra compte aussi au Landgrave de tout *deficit* dans

son Artillerie , & tout lui sera payé très-cher jusqu'à un fusil ou même une bayonnette.

Par le dixieme article on promet de renvoyer les troupes du Landgrave , dès qu'il aura quelque attaque à craindre dans ses Etats.

Supposons à présent , par déférence pour nos Ministres , que les Russes ayent été , aussi-bien que les Hessois , obligés par le Traité fait avec eux, de se transporter dans la Grande-Bretagne pour prendre sa défense ; supposons aussi que les François ayent eu sérieusement envie de faire une descente dans notre Isle ; que du côté de la Grande-

Bretagne , les forces s'étant trouvées insuffisantes , il ait été en conséquence arrêté , qu'on ne confieroit point à la Nation la défense de ses intérêts & de ceux de son Prince ; & qu'enfin une réelle nécessité ait appelé des Mercenaires étrangers à notre secours ; & examinons ensuite avec quelle sagesse , quelle prévoyance , & quelle économie , nos Ministres ont fait servir à la sûreté de la Grande-Bretagne , les avantages auxiliaires qu'ils avoient stipulés pour elle dans chacun de ces deux Traités.

Cinquante cinq mille hommes de troupes Russes doivent

en conséquence du Traité avec la Russie , se rendre en Angleterre , le moment d'après la réquisition qui en aura été faite. Ces troupes doivent être transportées & entretenues dans le Royaume par l'Impératrice, pour un subside annuel de cinq cens mille livres sterling , sans qu'il soit question d'aucun remboursement ou indemnité pour tout ce qui se trouvera perdu en hommes , en chevaux & en munitions de guerre ; & ces mêmes troupes ne pourront retourner de quatre ans chez leur Souveraine , quand même il arriveroit que tous ses Etats fussent envahis par quelque ennemi.

Voilà des conditions bien avantageuses & qui assurément ne coutoient pas cher : cependant , au lieu de les faire valoir & d'appeller les Russes dans la Grande-Bretagne , on y fait venir huit mille Hessois , qui , de l'aveu même des Ministres , jettent la Nation cette année-ci dans une dépense d'un million sterling , pour le subside du Landgrave , pour les recrues , pour le double transport , & pour la solde de ces troupes.

Ainsi les secours militaires dont la Grande-Bretagne a besoin , coutant en Hessois le double de ce qu'auroient couté sept

fois autant de Russes , & devenant quatorze fois plus onéreux à l'Etat , fournissent une preuve bien complète du peu de préférence que les Allemands trouvent auprès de nos Ministres , sur toutes les autres Nations , & de l'admirable économie qui s'observe dans tous les marchés qui se font ici avec les Princes d'Allemagne.

Je ne puis m'empêcher de faire remarquer dans ce même Traité , un autre exemple du soin extrême avec lequel nos Ministres ménagent les fonds publics. Il entre dans les troupes fournies par le Landgrave environ neuf cens chevaux , qui ,

l'un portant l'autre , valent tout au plus quatre livres sterling pièce : cependant chacun de ces chevaux a déjà couté à la Nation douze livres sterling d'argent de recrue ; de plus, neuf livres sterling de transport , à quoi il faut ajouter douze livres sterling qu'on est convenu de payer pour chaque cheval qui mourra en Angleterre , & vous verrez qu'il ne mourra point ici de cheval Hessois qui ne coute à la Nation trente - trois livres sterling ; c'est-à-dire , huit fois sa valeur , & qui , mort , ne soit au Landgrave du triple plus précieux qu'en vie. Avouez que si le G^l

néral du Prince de Hesse entend bien les intérêts de son Maître , il fera enforte de ne lui ramener aucun de ses chevaux. Mais nous devons souhaiter qu'il ne nous en demeure que le moins qu'il sera possible ; car ils ne couteront de transport d'ici en Allemagne que neuf livres sterling pièce ; & pour lors le louage d'un cheval Hessois du prix de quatre livres sterling , ne nous coutera que trente livres , c'est-à-dire , un peu moins que huit fois sa valeur. N'a-t-on pas toute sorte de raisons d'inférer de cet article que nos Ministres se connoissent aussi peu en bêtes qu'en gens , & qu'il ne
peut

peut y avoir dans toute l'Europe un endroit où les carcasses des chevaux Allemands se payent mieux qu'en Angleterre ?

Mais voici encore dans notre Traité avec l'Impératrice de Russie , un avantage qui ne se trouve point dans celui que nous avons fait avec le Landgrave : non-seulement ses secours sont plus forts & nous coutent moins cher , mais elle promet de ne les point retirer de la Grande-Bretagne tant qu'ils y seront nécessaires , & de ne les point rappeler quand même elle seroit attaquée dans ses Etats.

Par conséquent, s'il arrivoit

L

que l'Impératrice-Reine soutenue de la France son Alliée fît quelque entreprise sur la Silésie, événement qui n'est rien moins qu'impossible, & qu'en même tems les François se portassent sur le Pays de Hanovre ou de Hesse, la Grande-Bretagne seroit aussitôt abandonnée par les troupes Hessoises, puisqu'il est convenu qu'elles quitteront tout pour voler à la défense de leur Prince. Tel est pour la Grande-Bretagne l'avantage de cette préférence si peu réfléchie, tant du côté de l'épargne que de celui de l'utilité; de cette préférence que nos Ministres donnent aux Hessois, qui nous seront enlevés

par le premier vent, sur les Russes dont l'alliance eût été des plus solides.

On croiroit qu'une bévûe pareille devoit avoir corrigé nos Ministres, & les auroit rendu plus attentifs sur les intérêts de la Nation ; car ils ne pouvoient se dissimuler tout le ridicule d'un Traité, par lequel ils préféroient huit mille hommes à cinquante-cinq mille, & s'obligeoient, on ne peut pas plus mal-à-propos, à dépenser un million sterling ; mais loin qu'ils soient devenus sages par l'expérience du passé, nous allons voir qu'ils ont commis de gaieté de cœur, des fautes encore plus grossières :

en effet , ayant reconnu que le Royaume n'étoit pas suffisamment en sûreté contre une descente , ils arrêterent qu'on suppleroit l'Electeur de Hanovre notre très-cher Allié , de vouloir bien contribuer au salut de la Nation , en prêtant au Roi de la Grande-Bretagne un secours de huit mille hommes de ses troupes.

Voila donc encore le Traité avec la Russie totalement négligé. On aime mieux s'engager dans de nouveaux frais & s'adresser aux Hanovriens , que de demander les troupes Russes. Sur les instances du Parlement , huit mille Hanovriens sont ap-

pellés en Angleterre : nouvel exemple de la prodigalité insensée des Ministres. A la vérité ils nous assurent que les subsides qu'ils donnent à l'Electeur de Hanovre pour avoir ses Hanovriens , sont bien moins considérables que ceux du Landgrave de Hesse ; mais , sans être Prophète , je pourrois prédire que cet article de dépense se trouvera monter aussi haut que celui des troupes Hessoises ; car je croirois manquer essentiellement à l'Electeur de Hanovre , si je le jugeois moins habile & moins expérimenté que le Landgrave de Hesse dans l'art de conclure des Traités sub-

fidiaires. Il est donc nécessaire pour sauver l'honneur de l'Electeur de Hanovre, que ses troupes coutent à la Nation autant que celles du Landgrave : ainsi nous donnerons deux millions sterling pour huit mille Hanovriens & huit mille Hessois ; c'est-à-dire, quatre fois la somme que nous aurions donnée pour quatre fois autant de Russes. Et si d'un autre côté il arrive qu'il soit aussi impossible aux Hanovriens de rester en Angleterre, qu'il a été démontré l'être aux Hessois, (ce qui n'est que trop probable, puisque selon les apparences, l'Electorat de Hanovre doit être encore plutôt at-

taqué que le Landgraviat de Hesse) ce seront deux millions consommés en subsides pour des troupes étrangères qui ne pourront être d'aucun service à la Grande-Bretagne ; tandis que des amis dont l'assistance eût été des plus solides, se verront indécemment négligés & dispensés par nous-mêmes d'exécuter des engagemens qui faisoient tout notre salut.

L'attente de tout ce qu'il y a parmi nous de gens raisonnables étoit, que les Russes paroissant réservés à la défense de Hanovre , sans doute les Hano-vriens viendroient ici au lieu des Russes , & que comme la Gran-

L. iiij

de-Bretagne payoit du prix d'un demi million sterling cinquante cinq mille hommes de troupes de Russie pour défendre l'Electorat , les huit mille Hanovriens par voie d'échange , serviroient pour la même somme à défendre la Grande-Bretagne.

Cette supposition, quelque raisonnable qu'elle paroisse , se trouve absolument fausse dans l'événement ; car , non seulement les Hanovriens sont , aussi bien que les Russes , payés des deniers de la Grande-Bretagne , & sont payés une fois plus cher que les Russes ; mais il n'y a même que trop de fondement , (& les Ministres n'ont pu le nier)

de soupçonner qu'il y a encore un autre marché de conclu pour huit mille Holsteinois qui seront pareillement payés par la Grande-Bretagne pour que l'Electorat de Hanovre ne souffre point de l'absence des troupes qu'il a envoyées à notre secours. N'est-ce pas là encore un exemple des plus frappans de la prodigalité des Ministres en faveur des Etats Allemands, & du peu de soin qu'ils prennent des intérêts de l'Angleterre ? Cinq cens mille livres sterling pour la Russie ; un million sterling pour l'Electorat de Hanovre ; la moitié de cette somme pour Holstein, forment deux millions de notre

argent pour le foible fecours de huit mille hommes des troupes de l'Electorat ; troupes qui felon toutes les apparences ne peuvent pas refter plus d'une demie année en Angleterre.

Ainsi la préférence donnée aux Heflois fur les Rufles pour quatorze fois la même dépense , fe trouve ici doublée , & le choix de huit mille Hanovriens eft à la proportion de vingt huit fois le prix qu'on étoit convenu de donner pour les Rufles.

Je crois en avoir dit affez fur les différentes alliances dans lesquelles nos Miniftres ont fait entrer la Nation. Il me reffe ce-

pendant encore une observation à faire & par laquelle je conclurai cet article des Traités. Quelque absurde, quelque pernicieuse que puisse être dans les conséquences la préférence donnée par nos Ministres aux Hessois & aux Hanovriens sur les Russes, elle est dix mille fois moins fatale au Royaume de la Grande-Bretagne que la détermination où l'on est de ne jamais nous permettre de prendre les armes pour nous défendre nous-mêmes.

L'établissement d'une Milice nationale, eût opéré aussi efficacement qu'on eût pu le désirer, cette sûreté que nous ne

trouverons jamais dans tous les Traités auxiliaires qu'on a conclus pour nous. Cette Milice eût consisté dans soixante & deux mille six cens quatre vingts hommes qu'on eût levés , habillés & payés pour une somme de cent soixante & quinze mille cent quatre vingts dix livres , laquelle encore n'auroit pas monté aux deux tiers l'année suivante. C'étoit huit fois le secours que nous promettent les troupes de Hanovre , & dix fois moins de dépense. Est-il nécessaire de faire accéder à cette considération celle de l'amour & de la reconnaissance des Sujets pour leur Souverain , & de leur zèle na-

tional animé par l'attachement qu'ils ont pour leurs femmes , pour leurs enfans , & pour les biens qui les font subsister ?

Après avoir mis dans tout son jour la conduite du Ministère , tant à l'égard des secours qu'il a envoyés en Amérique , qu'à l'égard des Traités qu'il a conclus pour la Grande-Bretagne , tournons les yeux sur l'administration de la Marine : & examinons sans prévention, s'il a donné dans cette partie , plus de preuves de sa capacité & de sa prudence , que dans tout ce que nous avons déjà vu,

Dans le mois de Janvier 1755, la *presse* pour armer les Esca-

134 LE PEUPLE

dres commença avec la plus grande vigueur : les libertés de la Nation furent si cruellement violées , que ni l'âge ni la santé n'étoient considérés dans ceux que l'on vouloit forcer à servir ; tous les chantiers de la Grande-Bretagne retentissoient des coups de hache , des coups de marteaux à calfat , du craquement de la manœuvre , & des cris aigres des matelots : les villes de Chatham , de Portsmouth & de Plymouth étoient remplies de poix , de goudron & de tumulte ; on n'entendoit de tous côtés que les éloges de *Mylord* ; on se récrioit par tout sur son extrême attention à

pouffer l'armement avec la plus grande diligence ; jamais Ministre pareil n'avoit été à la tête de la Marine ; enfin il n'y avoit nul effort de zèle dans ses subalternes dont on ne lui donnât tout l'honneur, & on poussa cette complaisance jusqu'à le complimenter sur sa grande sagacité & sur sa prévoyance dans les affaires maritimes , parce qu'un Entrepreneur de Plymouth avoit fait avec trente ouvriers en vingt quatre heures , ce qu'en d'autres tems on n'avoit jamais vû exécuter en un aussi court espace ; & en vérité son Excellence n'y avoit pas plus de part que dans

136 LE PEUPLE

tout le reste : mais examinons si dans l'emploi des Escadres en question , il a mérité toutes les louanges dont on a été si prodigue à son égard.

Je m'arrête à la campagne de M. Boscawen qui avoit ordre d'intercepter l'Escadre que la France envoyoit avec des secours & des provisions en Canada. Le Ministère Britannique ignora d'abord le nombre des vaisseaux de l'Escadre ennemie, ou n'y fit pas d'attention : celle qu'il envoya étoit trop foible pour combattre M. de Macnémara ; & si celui-ci n'eût pas rentré dans le Port de Brest , Messieurs Boscawen & Holbourne
auroient

auroient été battus à coup sûr, à cause du petit nombre de leurs vaisseaux & de leur séparation : & enfin quoique M. Boscawen, par la rentrée de M. de Macné-mara, se trouvât le plus fort, l'entreprise échoua tout de même, parce qu'il ne pouvoit établir sa croisière ailleurs que sur les bancs de Terre-Neuve, qui, dans cette saison de l'année, sont couverts d'une brume & d'une obscurité perpétuelle.

L'Escadre des François étant arrivée dans le Fleuve S. Laurent sans aucun accident assez malheureux pour déconcerter tout leur projet, nos Ministres crurent qu'au moins ils réussiraient.

M

roient à l'y affamer en lui fermant le passage pour sortir. M. Boscawen eut ordre de croiser depuis le Cap-Breton jusqu'à la pointe Sud-Ouest de Terre-Neuve pour prendre l'ennemi à son retour , & il remplit parfaitement les vûes du Ministère , car il ne bougea pas de cette station. Pour le coup , les Avocats brailards du Ministère Britannique crièrent plus haut que jamais à la merveille ; les François sont enfermés dans le Fleuve Saint Laurent , il est impossible qu'ils nous échappent. Mais il y avoit des gens qui en jugeoient autrement : ces gens-là savoient sans doute de quelle

manière un Commissaire d'une Ville de Province fut attrappé par un voleur qu'il comptoit affamer dans une chambre où ce drôle s'étoit réfugié & barricadé ; M. le Juge l'avoit attendu à la porte pendant trois jours avec une forte Escouade , & il y auroit resté plus longtems , si quelqu'un ne l'eût charitablement averti qu'il perdoit son tems à cette porte ; qu'on avoit rencontré son homme bien loin , & que le coquin s'étoit sauvé par la fenêtre : en effet , c'est positivement l'histoire du Ministre Britannique , qui faisoit croiser l'Escadre à la porte entre le Cap-Breton & Terre-Neuve , &

qui croyoit M. Dubois de la Mothe bien enfermé dans le Fleuve Saint Laurent , tandis que ce rusé François avoit passé par la fenêtre entre la pointe Nord de Terre-Neuve & le Continent , par le Détroit de Belle-Isle ; desorte qu'on fut plutôt instruit de l'arrivée de l'Escadre ennemie dans Brest que de sa sortie du Fleuve.

Mais , diront de fades adulateurs de la Cour , si l'Escadre de Holbourne eût été assez forte pour qu'on pût la partager , les François ne se seroient pas tirés si lestement de cette affaire ; je leur demande à mon tour , pour quelle raison le Ministère

s'est exposé à un ridicule , puisqu'il savoit que ses forces n'étoient pas suffisantes , & pourquoi il a mal à propos hazardé les vaisseaux de son Maître dans des mers orageuses & couvertes de rochers , puisqu'il savoit qu'il nes'ytrouveroit point d'ennemi à combattre ? Je demande encore à ces Messieurs si jamais Milord Winchelsea a imaginé une expédition aussi infructueuse & a commis une bévûe aussi énorme ?

Mais voici une occasion de réhabiliter notre Ministère , & de lui rendre un crédit qu'il commençoit à perdre. M. du Guay , Chef d'Escadre Fran-

çois , étoit arrivé à Cadix avec six vaisseaux de ligne qu'il conduisoit à Brest : il fut donc question ici de prendre toute cette Escadre ; & le même génie Ministériel qui avoit dirigé l'entreprise de Terre-Neuve , présida pareillement à celle-ci : on ne perdit point de vûe les deux fautes qu'on avoit commises dans la précédente campagne : forces insuffisantes , mauvais choix dans la destination. Voilà donc le mal bien connu ; rien de si simple que d'y remédier. En conséquence M. Hawke part le dix-huit Juillet avec dix-huit vaisseaux de ligne pour en intercepter six (on ne dira point

que nous étions trop foibles) & on lui ordonne d'établir sa croisière à la hauteur du Cap Finistère, c'est-à-dire, sur la route que doit tenir M. du Guay pour arriver à Brest : l'objet de la destination est donc également bien rempli. Mais malheureusement la même tête qui avoit imaginé qu'on ne sortoit du Canada que par l'entrée du Cap-Breton, & qui n'avoit de sa vie pensé au Détroit de Belle - Isle, se persuada que la route de Cadix à Brest étoit comme les *Bruyères d'Honslow*, où de dessus son cheval un homme voit tout ce qui passe de droite & de gauche, ou bien il crut que tous les

vaisseaux qui partent de Cadix pour Brest, sont obligés de *tourner au coin* du Cap Finistère, de même qu'un chariot dans la lice doit tourner autour du poteau, pour ne point perdre la partie. Enfin voici comme on raisonna : tous les vaisseaux qui n'ont point d'ennemi à craindre ou à éviter dans leur route de Cadix à Brest doublent le Cap Finistère ; donc tout vaisseau qui fait qu'il rencontrera son ennemi sur cette route, ne manquera pas de la prendre de préférence à toute autre route ; donc M. Hawke ira croiser à la hauteur du Cap Finistère pour intercepter l'Escadre de M. du Guay.

Guay. Telle est la Logique maritime de notre Ministère ; & il faut bien qu'il ait raisonné de la sorte, car autrement eût-il fixé M. Hawke à cette croisière ?

Pour M. du Guay, il tira des mêmes principes des conséquences toutes contraires ; & pour éviter M. Hawke qu'il savoit être sur la route de Cadix à Brest, il courut droit à l'Ouest de l'Espagne dans l'Océan Atlantique, & lorsqu'il se vit à une très-grande distance des côtes, il changea sa route, & mit le Cap sur la pointe de l'Angleterre, entra dans le Canal, & delà sans difficulté & sans acci-

dent dans le Port de Brest.

Parcourons à présent d'autres objets; nous verrons que ce n'est pas seulement sur les points de la plus grande importance que la conduite de nos Ministres est répréhensible. La Chaloupe de guerre qui avoit porté de Londres à Plymouth les bagages & les armes des Officiers du Régiment d'Otway, arrivée à Plymouth, fut obligée d'attendre de nouveaux ordres pour aller à la suite des transports, parce qu'elle les trouva partis. Autre point : le Ministère envoie des transports en Hollande pour y prendre les troupes Hollandaises; & il ne fait pas si elles vou-

dront venir : ne vous semble-t-il pas voir un benêt qui court chez l'Accoucheur avant que sa femme soit grosse ? Ces transports après avoir resté à grands frais & très-inutilement en Hollande , partent pour aller prendre les Hessois. Arrivés, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont point d'ordre du Ministère pour recevoir ces troupes à bord : il faut qu'un exprès vienne en Angleterre & retourne en Allemagne ; & pendant tout ce tems-là l'argent de la Grande - Bretagne se consomme inutilement : & d'un autre côté , on souffre que les Hanovriens , Peuple si cher à la Nation , fassent sans convoi

la traversée d'Allemagne en Angleterre ; de sorte que deux vaisseaux François de vingt canons les auroient pû amener tous à Dunkerque avec la plus grande facilité.

Le soin extrême qu'on prend de nos Isles n'est pas moins remarquable. M. d'Aubigni est encore trop fort pour notre Escadre d'Antigoa & des Isles du Vent : M. Perrier de Salvert nous est également supérieur du côté de la Jamaïque ; & cependant cela est bien étonnant , car l'Amiral Townshend est arrivé dans cette dernière avec un bon vaisseau qui compose toute son Escadre.

On a vû l'admirable distribu¹tion du canon , des affuts , de la poudre & des boulets, sur quatre différens vaisseaux : je demande à présent, si d'envoyer sur le même vaisseau les quatre Officiers supérieurs chargés d'une expédition , ce n'est pas courir également le risque de voir avorter toute l'entreprise ? C'est pourtant ce qui est arrivé dans l'Escadre de la Méditerranée.

Je finis ces légères observations par un trait assez singulier , & cependant vrai ; c'est que la guerre a été déclarée par nous plus de deux mois avant que nous en eussions fait passer l'avis à nos Isles de l'Amérique.

* En voilà assez pour faire voir que l'esprit de nos Ministres, ainsi que le pendule d'une horloge, passe éternellement d'un extrême à un autre extrême, & que sa vibration continuelle entre ces deux points ne lui permet jamais de s'arrêter au milieu; ils séparent ce qu'ils devroient unir, ils unissent ce qu'ils devroient séparer; ils sont également incapables des petites affaires & des grandes, & qu'en général on peut dire qu'ils sont directement les Antipodes du sens commun.

Depuis le commencement de Janvier les Gazettes ont été remplies de détails sur les pré-

paratifs des François contre l'Île de Minorque : les Ministres Britanniques ont été les derniers de la Nation à vouloir en croire quelque chose. On seroit tenté de les louer de ne point donner de foi aux Gazettes; mais faut-il qu'ils soient les seuls du Royaume qui ignorent les véritables desseins de nos ennemis ?

Ces préparatifs se faisoient à la vûe de toute l'Europe; mille & mille personnes en avoient été témoins : pourquoi les Ministres n'en ont-ils rien voulu croire ? C'est un reproche que je ne sache point qu'on puisse faire à d'autre Ministère que le leur. Ils avoient de même ignoré le nom-

bre des vaisseaux de Macnemara, ou ils avoient refusé de croire le rapport qui leur en avoit été fait. Pour moi je trouve bien plus fatal ce second exemple de leur ignorance & du peu de soin qu'ils ont de se ménager de sûres intelligences ; ou plutôt de la confiance arrogante avec laquelle ils méprisent les forces de nos ennemis.

Mais la seule appréhension que les François ne convoitassent un aussi excellent morceau que Minorque, ne devoit-elle pas exciter dans nos Ministres une noble émulation, & leur faire prendre toutes les précautions nécessaires pour le con-

server ? Il y a plus ; le Héros qui commandoit le Château de Saint Philippe leur avoit écrit lettres sur lettres , & avoit toujours été trompé dans les espérances qu'on lui avoit données. Le fort Saint Philippe étoit dégarni de monde , & enfin ceux qui avoient vû en 1744. l'Amiral Mathews couvrir la Méditerranée d'une Escadre de quarante-huit vaisseaux dont il y en avoit trois à trois ponts , ont pû être justement étonnés de voir arriver pour défendre Minorque & notre commerce sur cette même mer Méditerranée, le Chef d'Escadre Edgecombe avec une Escadre de trois Vais-

seaux & de deux Frégates. Pendant ce tems-là nos Ministres s'amusoient ici à faire des paris ; ils gageoient que la France manquoit de Matelots pour son Escadre de Toulon , ou que si elle en avoit , c'étoit pour une autre expédition. Enfin après quatre mois passés dans une inattention continuelle , qui donnoit à toute la Nation & au Monde entier un véritable sujet d'étonnement , M. Byng partit le 5 d'Avril de Spithead avec des Vaisseaux de ligne pour la Méditerranée. Pendant ce tems-là M. de la Galissoniere avec douze Vaisseaux de ligne , cinq Frégates & des transports suffi-

sans pour porter quinze mille hommes & toute l'artillerie & les munitions nécessaires pour un Siège que devoit commander le Maréchal de Richelieu , mit à la voile de Toulon , & débarqua l'Armée dans l'Isle de Minorque le 18 Avril , près de six semaines avant que M. Byng pût arriver à Mahon. Ce débarquement dans Minorque fut la première nouvelle que voulurent croire nos Ministres des desseins de la France sur cette Isle. Mais ils soutenoient toujours que l'Escadre de la Galissoniere n'étoit que de huit vaisseaux de ligne , & que Byng n'auroit que la peine de souffler sur l'eau

pour les faire disparoître. Il y avoit encore un moyen de sauver Minorque, & de réparer les fautes qu'on avoit commises : que n'envoyoit-on un renfort à M. Byng pour le mettre en état d'intercepter tout ce que les François faisoient passer à Minorque pour en pousser le siège avec vigueur ? Mais malheureusement pour la Nation , nos Ministres ne croyoient point le Château de Saint Philippe aussi fort qu'il l'étoit : dès qu'ils furent les François débarqués , ils crurent la Citadelle prise ; & sans cette fatale opinion , leur inertie seroit devenue sagesse , notre disgrâce se seroit changée

en honneur , nos pertes en profit , & nos murmures en applaudissemens. Mais hélas ! c'est dans toutes les occurrences la Planette de Saturne qui préside aux opérations de nos Ministres : leur génie tend éternellement vers le centre : je ne puis le comparer qu'à une pierre qui tombe dans un puits profond ; les coups dont-elle le fait retentir , vous annoncent qu'elle approche de plus en plus du fond de l'abîme ; enfin elle s'y engouffre , & vous cessez de l'entendre.

La faute qu'on avoit faite en n'envoyant point de secours à M. Blakeney , augmentée par

160 LE PEUPLE

Misene , il laissa le brave Commandant de Saint Philippe avec tous ses généreux compagnons sans aucune espérance de secours.

Quel dut être alors le desespoir du malheureux Blakeney ? Il est abandonné par la marine Britannique ; il ne se soutient plus que par lui-même ; son cœur est plus affligé de la conduite de M. Byng , que de la nécessité où il est de capituler ; il défend la Citadelle jusqu'au dernier moment , & ne la rend enfin à l'ennemi qu'après avoir fait la plus glorieuse résistance. O vous tous , à qui la nature n'a point refusé un cœur sensible , pleurez & pleurez

pleurez amèrement sur le sort de ce grand homme , & sur le sacrifice de vos malheureux compatriotes ! rendez au moins ce tribut au souvenir de leur bravoure , puisque l'on vous refuse des armes pour venger leur affront & notre perte.

Voici à présent une question que je vous propose à résoudre , vous qui rafraîchissez du plus pur sang de l'Angleterre vos gosiers échauffés & altérés par vos exclamations sur l'admirable conduite de nos Ministres. Comment s'est-il fait qu'ils aient été les derniers de la Nation à être instruits au vrai de l'état des ennemis ? Pourquoi



n'ont-ils pas envoyé contre les François, des forces capables par leur supériorité, de les disperfer & de les vaincre? Quelle raison les a empêchés, lorsqu'ils ont fçu que l'Efcadre de Toulon n'étoit que de douze vaiſſeaux, d'envoyer auffitôt un renfort à M. Byng, pour déconcerter, puisqu'il en étoit encore tems, les projets de la France, détruire ſon Eſcadre de la Méditerranée, & affamer dans Minorque Richelieu avec ſes troupes & les faire tous nos prifonniers? Dites-moi, vous qui êtes payé pour piller la Nation, ou bien vous qui avez votre part dans ſa dépouille, dites-moi...

mais la juste horreur d'une conduite si détestable vous ôte sans doute l'usage de la parole ; vous demeurez muets , & vous n'osez prendre la défense des Ministres vos maîtres.

Comment peut-on faire accorder les mesures prises par les Ministres tant pour les Etats d'Allemagne que pour Minorque , avec leur devoir & avec les intérêts de la Grande-Bretagne ? Pourquoi a-t-on muni, défendu, & sans aucune épargne de nos trésors , assuré par des Traités avec les Russes , les Prussiens , les Hessois & les Holsteinois , un Electorat d'Hanovre reconnu si fatal à la prof-

périté de l'Angleterre ? Pourquoi avoir si honteusement abandonné Minorque ? Seroit-ce parce qu'elle n'étoit pas la source de notre commerce ? mais elle le protégeoit dans toutes les branches. Que signifie donc une conduite si contraire aux règles de la droite raison , si ce n'est que nos millions avoient été prodigués pour les Traités qui servoient de sauvegarde à l'*Electorat* , & qu'il n'en étoit rien resté pour défendre Minorque ? C'est ainsi que nos sages & équitables Ministres font consommer par une race impure & abjecte la substance & l'héritage des légitimes enfans de la Gran-

de - Bretagne ; & vous voyez comme ils s'embarrassent des assurances que nous donne le Monarque lui-même , que les secours qui lui ont été accordés par le Parlement, ont été aussi vigoureux & aussi efficaces qu'il pouvoit le desirer.

Ils ne vous ont traité d'une façon si outrageante, que pour épuiser les sources de vos richesses, & pour que la misère & l'abbattement d'esprit qui la suit toujours, vous disposent à porter tranquillement les chaînes qu'ils vous préparent. Ils veulent que votre protection soit désormais inutile contre les Corsaires de la Méditerranée ,

& que vos braves Matelots devenant la proie des chiourmes Barbareſques, puiſſent apprendre dans leur eſclavage & vous apprendre de même à leur retour , que pour être élevés d'un degré audeſſus des Eſclaves qui ſont en Barbarie , vous n'en êtes pas moins éloignés d'avoir le même droit qu'eux de donner à votre ſort des larmes qui puiſſent en adoucir la rigueur.

Il eſt difficile d'imaginer rien qui eût pû être plus fatal à la Grande-Bretagne , ce Royaume qu'on avoit vû autrefois jouir d'un bonheur ſi conſtant. L'Amiral Byng eſt aſſurément bien coupable aux yeux de tou-

te l'Europe , & sa défaite n'est pas moins une disgrâce pour les armes Britanniques , & un deshonneur pour la Couronne des trois Royaumes : mais ceux qui ont d'abord différé d'envoyer une Escadre au secours de Minorque ; ceux qui n'ont point remédié à cette négligence , qui ont fait eux-mêmes la faute de n'envoyer que des forces insuffisantes , & qui n'ont pas réparé cette seconde bévûe par des renforts convenables , ce sont ceux-là qui sont bien plutôt les dignes objets de votre ressentiment. Parlons le langage des gens raisonnables , sans aucun mélange des propos de ceux

que dominant les vices de l'orgueil & de la suffisance ; parlons d'après l'expérience du passé : pouvoit-on raisonnablement se flater , que dix vaisseaux , ou même treize , en y joignant l'Escadre de M. Edgcombe , fussent assez forts pour en battre douze des François ? Cette opinion fait beaucoup d'honneur , je l'avoue , à la marine Britannique , mais ce n'est malheureusement qu'une opinion , & je ne la crois propre tout au plus qu'à ranimer le courage du Soldat & du Matelot : car elle est extravagante , coupable & pernicieuse dans la tête de ceux qui disposent
des

des Escadres de la Nation.

Mais je veux encore supposer que l'Escadre Angloise, avec cette parité de force, eût suffi pour défaire les François, & je demande si l'on avoit un motif suffisant pour croire que la victoire eût pû être si aisée à obtenir, & que nos vaisseaux dûssent avoir assez peu souffert du combat, pour pouvoir tout à la fois tenir la mer & délivrer Minorque? Comme cela n'étoit pas probable, & que nous n'aurions pas été moins exclus que les François du Port de Mahon, n'auroit-il pas fallu que la victoire remportée sur l'Escadre Française eût été suivie tout

de même de la perte de la Citadelle & de l'Isle ? Or pour lors dans quel Royaume l'Escadre Angloise auroit-elle été chercher les matériaux nécessaires pour réparer le mal qu'elle auroit souffert dans l'action ? Pense-t-on que l'Espagne lui eût fourni des munitions navales, & lui eût permis de se rétablir à Carthagène ? Il faudroit, pour croire cela, n'être instruit en aucune manière des dispositions présentes de cette Cour. Ainsi, vû l'état actuel de Lisbonne, Plymouth eût été encore le premier Port où notre Escadre eût pû trouver l'hospitalité & les ressources qui lui auroient été si nécessaires.

Puisqu'il est donc prouvé que même après une victoire il ne nous eût pas été possible de renir la mer & de secourir Minorque ; je voudrois savoir si cette Isle eût tiré des suites d'une défaite de l'Escadre Angloise , une assistance plus réelle & plus efficace ? Mais en vérité , quel que dût être l'événement , on ne pouvoit sans extravagance se flater qu'il en pût résulter la délivrance de la Citadelle de Saint Philippe , & il ne reste aux Ministres aucun moyen de justifier les raisons qu'ils ont eu d'envoyer une si petite Escadre pour défendre un objet si important.

Enfin, que la conduite qu'a tenu l'Amiral Byng, toute blâmable qu'elle est, ne soit pas aujourd'hui l'unique objet de votre attention. Tournez aussi vos regards sur ceux qui lui ont confié une entreprise si supérieure à sa capacité. Si après un examen aussi libre qu'impartial, il vous paroît que dans le moment du combat il a oublié entièrement ce qu'il devoit à son Roi & à sa Patrie; considérez aussi combien plus criminels sont ceux qui l'ont envoyé si tard pour cette expédition, & qui ne lui ont pas donné des forces suffisantes. Lorsque l'on se sent de beaucoup supérieur à

ses ennemis, on est à demi sûr du succès ; mais dès que dans le danger, on n'a pas de son côté l'avantage du nombre & qu'on n'est qu'égal en forces, on est tout porté à la retraite, & on perd toute la confiance nécessaire pour réussir. Vous pensez que M. Byng devoit tout risquer pour sauver Mahon ; je pense de même, mais je trouve que ce n'étoit pas moins l'obligation des Ministres de lui donner des forces supérieures à celles des François, & je crois que ç'eût été le moyen d'empêcher notre entreprise d'échouer. Après tout, si le courage de M. Byng s'est trouvé dans le com-

bat audeffous du courage de son adversaire , il faut convenir aussi que l'armement que les Ministres lui avoient donné à commander , n'étoit point égal à celui de l'Amiral François. Quelle nécessité obligeoit l'Escadre Britannique de s'exposer & à être battue & à perdre Minorque , en engageant le combat à forces égales , tandis qu'avec le double des vaisseaux qu'avoit l'ennemi , on eût pû défaire son Escadre & conserver l'Isle qu'on a perdue ? Puisque notre Ministre de la Marine est par son mérite & par ses talens si digne de la place qu'il occupe à la tête de la Nation ; pourquoi a-t-on

choisi pour commander notre Escadre , & encore une Escadre si peu proportionnée aux secours que demandoit Mahon, un homme qui en étoit aussi absolument incapable que M. Byng ?

N'est-il pas bien clair que tout le malheur de cette perte doit être imputé aux Ministres, & qu'il n'y a personne de plus criminel qu'eux ? L'homme le plus brave de la terre, & qui auroit sçu tirer le meilleur parti de toutes les facultés de l'entendement humain , n'auroit fait encore , à la place de l'Amiral Byng , que rendre plus palpable le défaut de jugement &

176 LE PEUPLE

de prévoyance de nos Ministres ,
puisque la victoire qui auroit
couronné ses armes , n'auroit pû
empêcher ses vaisseaux maltraités
d'abandonner le projet de
la délivrance de Mahon. Et ce-
pendant les Ministres étoient
bien les maîtres , non seule-
ment de prévenir tous les mal-
heurs , mais encore de s'assurer
de tous les succès , de sauver
Minorque , de battre l'ennemi ,
de couronner de gloire leur
Amiral , leur Roi , leur Patrie ,
& de s'en couronner eux-mê-
mes ; il ne falloit pour cela que
se munir du double des forces
de l'ennemi.

Demandez-leur pourquoi ils

n'ont pas envoyé un plus grand nombre de vaisseaux au secours de Minorque ; ils vous répondront qu'il n'y avoit alors que ceux là qui fussent armés , & prêts pour la mer. Mais est-ce que vous avez manqué , leur répliquerois-je à mon tour , des moyens & des subsides nécessaires pour vous tenir toujours en état ? Y a-t-il Royaume en Europe où les moyens abondent comme chez nous ; puisque vous avez non seulement les matelots qui se donnent de bonne volonté , mais que vous exercez encore un despotisme qui n'a d'exemple nulle part , en enlevant par force tous ceux dont vous avez be-

soin? Avez-vous trouvé la moindre opposition dans le Parlement, lorsque vous avez demandé des subsides? Ne les a-t-on pas levés aussitôt que vous l'avez désiré? S'ils prétendent que le Royaume ne fournit pas assez de matelots pour qu'on puisse armer une Escadre avec plus de diligence; qu'on n'a pu se dispenser de retenir un grand nombre de vaisseaux pour le service de la Manche, c'est-à-dire, pour résister à une invasion; & que c'est la raison pour laquelle ils n'ont pu envoyer dans la Méditerranée les forces qui y étoient nécessaires; je voudrois bien savoir d'eux

comment ils ont fait dans la dernière guerre , & pourquoi dans le Parlement de 1755 , tems où on n'ignoroit aucun des sujets d'appréhension qu'on pouvoit avoir , on a négligé de passer un bill de milice ? Cette précaution eût permis aux Ministres de faire servir leurs Escadres à leurs besoins urgens. On n'auroit pas vû si long-tems à Spithead une forêt de mâts inutiles qui n'y étoient que pour une parade aussi ridicule qu'infructueuse. On auroit enfin beaucoup de millions qu'on a vainement dissipés , & on seroit beaucoup plus efficacement rassuré contre toutes les invasions , qu'on ne l'eût

jamais été par tous les vaisseaux construits depuis la fameuse Arche, ou depuis l'Argos sur lequel l'Amiral Jason fut à Colchos chercher la Toison d'or.

Si nos Ministres travailloient réellement pour le bien de la Nation , est-ce qu'ils auroient manqué à un devoir aussi essentiel envers leur Roi & leurs compatriotes ?

Que le mot de *milice* retentisse donc éternellement dans leurs oreilles ; que dormans ou veillans , leur conscience soit toujours tourmentée par le reproche de leur négligence sur ce point. Que le spectre du génie de la Grande-Bretagne qu'ils

ont cruellement étouffé, ne cesse de se présenter le jour & la nuit à leur imagination effrayée & confondue , jusqu'à ce qu'enfin l'idée de leur crime leur devienne assez odieuse pour les porter au repentir , & pour les déterminer à mettre les armes dans la main d'un peuple qui gémit de se voir sans défense.

Dans quelle région s'est allé perdre l'Echo de ces exclamations , de ces éloges outrés qu'on donnoit dans tout le Royaume au zèle , à l'ardeur , aux talens , à la prudence du Ministre de la Marine. Le *Panegyrique* me semble imparfait ; car si les vaisseaux ont été armés avec tant de dili-

gence , pourquoi en a-t-on fait un si mauvais & si ridicule emploi ? Quel mal avons-nous fait à nos ennemis avec tous ces vaisseaux ? Dans quels frais les avons-nous jetés pour nous résister ? Quel avantage enfin a retiré la Nation de ces armemens si vantés , si ce n'est le gain particulier de quelques milliers de personnes , & à moins qu'on ne regarde comme un dédommagement proportionné aux millions que nous avons dépensés , les épithètes infâmes de Voleurs & de Pirates qui nous ont été donnés par nos ennemis , sans réplique de la part de nos Ministres , & la perte de notre hon-

neur & de notre crédit auprès de toutes les Nations de l'Europe ?

L'Edifice de la renommée de ce Ministre est tombé en poudre , parce qu'il n'étoit appuyé sur aucun fondement. Il a brillé pendant un tems , mais il est retombé dans la plus affreuse obscurité. Je compare sa gloire au bonheur imaginaire d'un pauvre villageois, qu'un songe agréable rend le possesseur de plusieurs millions , & que tourmentent à son réveil tous les maux qui accompagnent l'indigence. C'est bien sincèrement que je souhaite pour la Grande-Bretagne, que les funestes effets de la mau-

vaïse administration de cet homme disparoissent avec sa frivole réputation.

Si l'on réunit la perte de Minorque à toutes les autres preuves que nos Ministres nous ont données de leur incapacité, quel amas énorme de crimes va nous présenter la récapitulation de toute leur conduite !

Si ceux qui sont cause de la perte de Mahon , ont par cette seule faute ruiné notre commerce dans la Méditerranée , & exposé nos matelots à être faits esclaves par les Pirates de Barbarie, que peut-on attendre de leur imprudence sur ce qui regarde l'Amérique , après le mauvais
choix

choix qu'ils ont fait des Commandans qu'ils y ont envoyés , & l'abandon où ils ont laissé toute cette partie précieuse des possessions Britanniques , dont plusieurs Provinces sont demeurées ouvertes aux incursions des ennemis ? N'est-il pas tout naturel de croire que les François qui ont envoyé par différentes fois des troupes au Mississipi , se rendront maîtres cet été & de la Georgie & de la Caroline qui ne sont munies par aucunes forces contre leurs entreprises , ou que peut-être ils s'empareront de quelque autre Province encore plus lucrative & plus à leur bienfiance ?

Q

De quelle sûreté comptez-vous que sera pour la Grande-Bretagne ce rempart de vaisseaux dont on fait une si pompeuse parade, si notre marine continue à être dirigée par ces mêmes Ministres qui ont si inutilement prodigué nos Escadres & nos millions ? Ont-ils fait avorter en un seul endroit les desseins des François ? Leur ont-ils pris plus de trois vaisseaux de guerre ? Leur ont-ils fait souffrir dans leur marine des pertes seulement égales aux nôtres ?

Représentez-vous quelles ont été les malheureuses conséquences de leurs opérations en Europe. Vous les verrez conclure

des Traités ruineux pour nous ,
& qui pour n'avoir d'autre ob-
jet que le seul Etat d'Hano-
vre , n'en font pas moins per-
nicieux pour la prospérité de
cet Electorat. Vous les verrez
abandonner d'anciens amis &
des alliances respectables pour
se lier à des Puissances foibles
& indigentes. Vous les verrez
prodiguer les fonds publics pour
payer les plumes de leurs flat-
teurs mercénaires. Vous les ver-
rez travailler par toutes sortes
de moyens à faire perdre à la
Nation son crédit auprès des
Etrangers. Vous les entendrez
rejeter sur vous toutes leurs
fautes , en vous accusant de lâ-

cheté & d'infidélité , vous à qui ils ont refusé des armes dont vous feriez un si bon usage pour votre défense & pour celle de vos femmes & de vos enfans. Vous les verrez occupés à remplir de votre argent les mains des avides Etrangers ; & si leurs Allemands ont chez vous l'audace de vous traiter avec insolence , vous verrez vos Ministres empressés à les soutenir contre vos droits & vos privilèges , & à vous faire respecter les prétendues conditions d'une hospitalité que vous ne pouvez regarder que comme une véritable violence.

Rappelez - vous encore la

tromperie faite à vos compatriotes , qui n'avoient été enrôlés que pour trois ans, avec promesse qu'ils ne serviroient qu'en Angleterre , qui néanmoins ont été contraints à s'embarquer , & qu'on a transportés Dieu sait où , pour revenir Dieu sait quand *.

* *Extrait tiré du Public advertiser , d'une Lettre de Plymouth du 21 Mai 1756.*

Hier matin le Régiment recruté par le Colonel Campbell, passa en revue, & eut ordre de se rendre sans armes l'après midi sur le Port. Lorsqu'il y fut rassemblé, on le fit passer une seconde fois en revue devant le Général Hume, le Colonel, & l'Amiral Mostyn; & pendant ce tems-là, il étoit environné de toute la Garnison la bayonnette au bout du fusil. La revue faite, un coup de canon fut tiré pour signal de dessus le Vaisseau Amiral : & tous les batteaux s'étant avancés, on fit embarquer ce Régiment sans la moindre peine, si ce n'est les cris & les

Ne peut-il pas arriver que si on continue à accroître le nombre des insolens mercénaires , & à faire sortir du Royaume nos troupes Nationales , une armée de ces Etrangers ne devienne enfin assez * formidable

gémissemens de tous ceux qui le composoient de ce qu'on les faisoit sortir du Royaume , contre la promesse qui leur avoit été faite , & contre les termes exprès des avertissemens publics sur lesquels ils avoient pris la résolution de s'enroller.

* *Extrait du London Evening Post , du 28 Septembre 1756.*

Un Soldat Hanovrien fut arrêté pour vol à Maidstone le 13 de ce mois. Son crime étoit capital , suivant le Statut 10 & 11 de Guillaume III. Chap. 23 , parce que c'étoit dans la boutique d'un Marchand qu'il avoit volé. Cependant les Officiers de Justice de la Corporation , pour faire voir qu'ils usoient de toute la clémence qui dépendoit d'eux , ne l'avoient écroué que comme pour un crime ordinaire , & avoient encore chargé , nonob-

pour subjuguier les peuples de la Grande-Bretagne, à qui on n'a point laissé d'armes pour se

stant les termes de la loi susdite, sa partie poursuivante de comparoître en Justice contre le délinquant au prochain quartier des Sessions générales. Mais le lendemain le Général Kilmanfack se rendit chez le Maire de la Ville, & en le menaçant d'employer la force, il lui demanda l'élargissement de son Soldat, soutenant que par les traités & les conventions, ni les Hanovriens, ni les Hessois n'étoient en aucune manière sujets aux Loix de l'Angleterre, soit pour meurtre, ou pour vol, ou pour tel autre crime que ce fût. Le Maire ayant pris l'avis des autres Officiers, répondit sans s'arrêter aux menaces du Général, que les troupes Etrangères pendant leur séjour dans le Royaume, étoient & devoient être assujetties à ses Loix, dans tous les cas de délit public, & refusa de rendre le Soldat. Le Général lui déclara aussitôt qu'il alloit en écrire au Roi; & enfin le samedi 18, sur les cinq heures du matin, un des Messagers de Sa Majesté arriva à Maidstone avec un ordre du Comte de Holderness, l'un des principaux Secrétaires d'Etat de Sa Majesté, adressé au Maire de Maidstone, pour que

défendre ? N'aurions-nous pas même lieu de craindre quelques

celui-ci eût à remettre aussitôt le Soldat en question entre les mains du Général Somerveldt. Cet ordre fut exécuté : & le Général Somerveldt a fait de son côté d'expresses défenses au Maire & autres Officiers de Maidstone, d'arrêter à l'avenir aucuns Soldats des troupes Hanovriennes pour quelque délit que ce fût ; ni de procéder contre-eux pour les faire punir suivant les Loix de l'Angleterre C'est donc à présent le sort de la Grande-Bretagne , que les Soldats de l'Electorat puissent impunément voler & assassiner les Anglois , sans être sujets aux Loix du Pays , & que ce soit en vertu d'une des conditions de ses Traités avec l'Electeur d'Hanovre. Que d'obligations nous avons à ceux qui ont donné leur voix pour attirer dans le Royaume des Etrangers , qui s'y rendent si visiblement nos maîtres absolus ! Ces Etrangers ne dépendent point de nous , lors même qu'ils ont attenté sur nos libertés & sur nos biens ; & ces loix si salutaires que nos Ancêtres libres ont achetées & conservées au prix de leur sang , & qu'ils nous ont transmises comme l'héritage le plus précieux qu'ils pouvoient nous laisser , sont aujourd'hui dans la dépendance de ces mercenaires.

suites

suites fâcheuses du ressentiment des corps de troupes Nationales, & qu'ils ne se vengent des retranchemens qui se font journellement dans leur nombre, d'où l'on tire tous les soldats qu'on veut sacrifier dans les païs éloignés, & enfin du mépris & de la défiance qu'on leur témoigne en leur préférant des Hessois & des Hanovriens ?

Qu'y auroit-il de si étonnant, si l'on voyoit à la suite de toutes ces fautes répétées de nos Ministres & de toutes ces preuves de leur incapacité, les Suédois saisir cet heureux moment pour remettre Brême & Verden dans leur dépendance, les Autri-

chiens rentrer dans la Silésie , les Espagnols reprendre Gibraltar , & les François , après s'être bien établis dans la possession de Minorque , faire une invasion dans le Royaume d'Irlande , & finir par piller & saccager l'Isle de la Grande-Bretagne ?.

Le Traité avec le Roi de Prusse & notre défection par rapport à la Maison d'Autriche prouvent , je crois , assez clairement le danger où sont les Etats de Brême & de Verden , ainsi que la Silésie. La tranquillité avec laquelle nos Ministres ont vu Mahon passer dans les mains des François , doit encourager les Espagnols à faire

l'entreprise de Gibraltar ; & la France à qui une Escadre dans la Méditerranée devient inutile, réunissant ses forces dans l'Océan , nous fera bientôt ressentir le dernier des pernicioeux effets de la mauvaise conduite de nos Ministres.

Je voudrois savoir comment les Ministres s'y prendront alors pour lever des subsides : je veux dire, quand nous aurons éprouvé une partie de ces malheurs , & que nous attendrons que le reste fonde sur nous. Ceux qui dans la vûe d'un intérêt particulier ont secouru les Ministres dans l'occasion , leur voudront - ils prêter de nou-

velles sommes, lorsque le danger de tout perdre sera plus certain que la possibilité de faire aucune espèce de profit ? Qui pourra ne pas convenir alors , en voyant le Royaume accablé de banqueroutes , devenir la proie de tous les désastres & enfin de l'anarchie , que c'est à l'extravagante profusion des richesses de l'Angleterre , en faveur de l'Electorat d'Hanovre , qu'il faut imputer tous ces revers affreux qui nous sont prédits depuis si longtems ?

Rien vous empêche - t - il à présent de connoître & de distinguer les amis & les ennemis que vous avez ? Dans laquelle

de ces deux classes faut-il ranger ceux qui accusent de perfidie des sujets zélés, dont les paroles & les actions auroient contribué à sauver l'Etat qui s'écroule, si leurs conseils eussent été suivis ? On donne, & avec raison, les plus grands éloges au zèle éclairé d'un rigide censeur qui combat & renverse l'imposture d'un Ecoissois, dont les * écrits fourmillent de faussetés & de mensonges. Mais est-il possible, sans une injustice criante, de fouiller de l'odieux nom de libelle un ouvrage où l'on développe la mauvaise conduite des

* Lettres sur la Nation Angloise, par Angeloni.

Ministres , & où , en vous démontrant qu'ils sont la cause de tous vos malheurs , on vous fait sentir combien vous devez désirer de vous délivrer de leurs mains sacrilèges? Souffrirez-vous que de même qu'on voit dans un rayon de soleil les atômes qui remplissent l'air au moindre souffle , se confondre toujours dans de nouveaux tourbillons sans pouvoir jamais se lier les uns aux autres , les fautes multipliées de la conduite de vos Ministres vous jettent sans cesse dans les plus affreux désordres? Laissez-vous fixer par le bien public , comme par une attraction générale , à ce que

vous vous devez à vous-mêmes & à votre patrie : mais si vous n'êtes pas capables d'une si noble résolution , dans quelle vûe élevez-vous vos cris contre l'Amiral Byng traître à son Roi & à sa Nation , & pourquoi donnez-vous des louanges au généreux Blakeney , de ce qu'il a rempli son devoir avec honneur ? On vous voit vous demander mutuellement avec un air inquiet & troublé , les Espagnols se joindront-ils aux François pour attaquer Gibraltar ? Les François feront-ils une invasion dans le Royaume ? Mais, insensés que vous êtes , pourquoi ne voyez-vous pas que , soit

qu'on donne à vos Ministres des éloges ou des imprécations , que Gibraltar soit pris ou qu'il soit défendu , que les François fassent ou non une descente chez nous , vous n'en ferez pas moins écrasés , pour l'être plus tard ; qu'il n'est plus de ressources , plus d'espérance de salut pour vous , tant que vous n'aurez point d'autres Ministres à la tête des Conseils ; que ce n'est pas enfin de vos seuls ennemis étrangers que vous devez craindre de devenir les esclaves ? Est-ce que vous seriez capables de vous persuader que les mêmes mains qui ont bouleversé l'Etat & qui ont ruiné vos

affaires, pûssent se prêter volontiers à les rétablir , ou fûssent même disposées à vous faire aucune sorte de bien ? Vous voulez être instruits , vous êtes curieux de nouvelles , & vous n'êtes point touchés de votre état malheureux. Quoi ! vos ames ne doivent donc plus connoître désormais ces subites & généreuses sensations dont tous les Etats libres ont ressenti dans tous les tems des effets si salutaires ?

Je crains que vous n'ouvriez trop tard les yeux sur votre situation , je crains que vous ne la connoissiez que quand il ne sera plus tems de la changer. Quel

fera votre désespoir, lorsque vous verrez ceux de qui vous aurez reçu des chaînes, devenir les arbitres & les maîtres de l'Etat ? Si vous tardez plus longtems à vous réveiller de votre funeste assoupissement , prenez garde que vos ennemis nationaux aussi bien que vos ennemis étrangers , ne sachent prendre les avances ; car alors votre sommeil devenant le sommeil de la mort , l'Angleterre cessera d'être pour toujours.

L'action lâche de M. Byng est assurément bien fatale à la Nation , & il doit paroître bien coupable à vos yeux : mais je vous conjure toujours d'exami-

ner , tandis qu'il en est encore tems , si les premiers auteurs de ce désastre ne sont pas encore plus criminels. Je conviens avec vous que la conduite de l'Amiral a attiré sur l'Etat toutes sortes de disgraces ; mais ne négligez pas de savoir par vous-mêmes , si les Ministres n'ont pas de leur côté couvert la Grande-Bretagne d'infamie & d'opprobre. Que M. Byng soit condamné pour avoir manqué de courage ; mais que cela ne vous empêche pas de remarquer , que si vos Ministres se sont constamment appliqués à détruire toute émulation & à mécontenter tous les honnêtes gens ; que s'ils

ont toujours observé de n'allier les honneurs & le commandement qu'avec les richesses & jamais avec le mérite , ce n'est pas être injuste à leur égard, que de faire retomber sur eux l'imputation de vos calamités.

Pour moi je ne trouve point étonnant que des gens dont l'esprit & le cœur sont corrompus , ne soient nullement propres à des emplois qui demandent du mérite & des sentimens. Souvenez-vous que si M. Byng est puni , & probablement il sera la victime d'expiation qu'on immolera à votre ressentiment pour sauver les Ministres : souvenez-vous que cela

ne doit rien changer dans votre situation , & que si la conduite des affaires demeure toujours dans les mêmes mains , ce sera toujours aussi par le même défaut de jugement que pécheront toutes les opérations de la Grande-Bretagne.

Ne seroit-il donc pas très à propos & très-équitable que la même voix qui demande compte à M. Byng de sa conduite, dût sommer pareillement ceux qui ont si mal dirigé les affaires Nationales, de nous apprendre pourquoi les possessions de l'Angleterre sur l'Ohio ont été si honteusement cédées aux François ; à quelles gens vos

millions ont été prodigués ; & c'est au préjudice ou à l'avantage de la Grande-Bretagne ; pourquoi Minorque & l'Amérique ont été négligées , & pourquoi Hanovre a toujours obtenu d'eux la préférence ? Qu'ils nous disent comment il se fait que six millions & demi dans la dernière année du regne de la Reine Anne , aient pu suffire pour payer l'intérêt des cinquante millions que l'Angleterre devoit seulement alors , & pour le soutien d'une vigoureuse guerre ; & qu'aujourd'hui que les intérêts à payer n'excèdent pas la somme à quoi ils montoient dans ce tems-là, puis-

que l'intérêt de l'argent est diminué, douze millions ne puissent pas fournir aux besoins que les extravagances de nos Ministres leur font imaginer dans le cours d'une année, & qu'enfin ces douze millions ne produisent pas à la Nation une seule victoire?

Sous le regne de la Reine Anne nos trésors étoient épuisés, on envoyoit nos Compatriotes à la boucherie pour soutenir les intérêts de l'Allemagne. Cependant le Peuple Anglois conservoit dans cette triste extrémité la réputation d'un Peuple généreux & brave, & les victoires que remportoient ses

Généraux le faisoient honorer & respecter. Mais sous des Ministres de mauvais augure nous vivons aujourd'hui sans honneur, nous mourons sans avoir obtenu aucune victoire, & nous recevons la marque odieuse & infâme de Voleurs & de Pirates, des mains d'un peuple qui alors n'eût levé qu'en tremblant les yeux jusqu'à nous. O douloureux & honteux changement !

S'il arrive cependant qu'un Tribunal équitable décide que les opérations du Ministère ont été conformes à toutes les règles de la justice & de l'honneur ; si par là nous sommes contraints de reconnoître que la ruine totale

tale dont la Grande-Bretagne
 est menacée; dérive de ces cau-
 ses supérieures, qui font tôt ou
 tard rentrer les Nations dans le
 néant, & que ce soit le sort
 enfin qui ait prononcé notre
 perte; nos Ministres, justifiés
 comme s'ils avoient passé par
 l'épreuve du feu, rentreront
 dans tous leurs droits sur notre
 approbation, sur notre estime,
 & sur notre confiance. Mais si
 au contraire ils sont convaincus
 d'avoir prévariqué dans leur ad-
 ministration; que la haine qu'on
 leur porte ne fasse faire à person-
 ne des comparaisons qui leur se-
 roient funestes, entre leur con-
 duite & celle de certains Minis-

tres qui ont subi le châtime
de leurs malversations ; qu'on
n'essaye point par des tableaux
frappans & véritables de l'état
malheureux où ils ont réduit le
Royaume, de rendre leur ad-
ministration de plus en plus
odieuse ; je vous demande en
grace pour eux, de ne point
rappeller à votre mémoire la fin
tragique du Lord Strafford, qui
perdit la tête sur l'échaffaut, &
de ne point faire de parallèle de
leur conduite avec la sienne. La
vengeance est un crime dont les
Sujets de la Grande-Bretagne
ne doivent point se souiller ; si
votre zèle pour votre pays vous
fait vivement sentir les passions

qui commandent à l'espèce humaine , n'oubliez pas du moins que la clémence est une des plus belles vertus du Christianisme : & quoiqu'il ne soit que trop vrai que la ruine de votre patrie est presque entièrement achevée , suppliez votre Souverain d'accorder à ces ennemis de son Etat , une compassion qu'ils ont toujours refusée à vos innocens compatriotes ; mais conjurez-le en même tems , s'il leur épargne la punition qu'ils ont si justement méritée , de regarder aussi avec une égale pitié tous ces millions de Sujets qui sont sur le bord du précipice , & d'écarter

212 LE PEUPLE, &c.

pour toujours de sa présence ,
des gens qui ont deshonoré sa
Couronne , & qui ont écrasé
les libertés de son peuple. Te-
nez donc les yeux constamment
attachés sur votre Prince , té-
moignez-lui que vous n'atten-
dez votre salut que de lui seul ,
& que cet acte de justice & de
rigueur contre ses Ministres , est
l'unique moyen qui lui reste
pour vous le procurer.

F I N.







